

FACULTÉ de DROIT de L'UNIVERSITÉ de PARIS

LES INCAPABLES
et
LA LOI DU 17 AVRIL 1919

THÈSE pour le DOCTORAT

(Mention : Sciences Juridiques)

présentée et soutenue

le 2 Juin 1923

par

Maurice SOUPLET

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR — CROIX DE GUERRE

DOCTEUR EN DROIT

Président : M. ROLLAND

Professeur : M. JACQUELIN

Agrégé : M. MESTRE

IMPRIMERIE DE « L'AISNE »

A. BUGNICOURT

Laon, 89, Rue des Écoles (Téléph. 256)

Paris, 24, Rue de Saint-Quentin (Téléph. Nord 55.92)

FACULTÉ de DROIT de L'UNIVERSITÉ de PARIS

LES INCAPABLES
et
LA LOI DU 17 AVRIL 1919

THÈSE pour le DOCTORAT

(Mention : Sciences Juridiques)

présentée et soutenue

le 2 Juin 1923

par

Maurice SOUPLET

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR — CROIX DE GUERRE

DOCTEUR EN DROIT

Président : M. ROLLAND

Professeur : M. JACQUELIN

Agrégé : M. MESTRE

IMPRIMERIE DE « L' AISNE »

A. BUGNICOURT

Laon, 89, Rue des Écoles (Téléph. 256)

Paris, 24, Rue de Saint-Quentin (Téléph. Nord 55.92)

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



PAIEMENT PAR LE CRÉDIT NATIONAL

des Indemnités de Dommages de guerre

(Extrait des instructions en vigueur en Mars 1923)

MODES DE PAIEMENT

Actuellement, les paiements s'effectuent, soit en *Espèces*, soit en *Obligations décennales*.

Loi du 28 Février 1923. — Cette loi a prescrit le règlement en obligations décennales de certaines catégories d'indemnités.

Les obligations seront du type obligations de la Défense Nationale, créées par le décret du 14 Mai 1919 ; elles rapportent 5 % et sont remboursables le 15 Mai 1929.

Ces obligations seront délivrées pour leur valeur à l'époque du paiement, calculée d'après un barème établi par le Ministère des Finances.

PAIEMENTS EN CAPITAL

Aux termes de la loi du 28 Mars 1923, seront seules payées en espèces :

1° Toutes indemnités justifiées par la reconstruction d'immeubles bâtis ;

2° En matière immobilière, autre que la reconstruction d'immeubles bâtis, la perte subie ;

3° En matière mobilière, sur demande du sinistré, la perte subie, jusqu'à concurrence de 30.000 francs pour un même sinistré, le chiffre étant calculé en faisant masse de tous les paiements faits au titre de perte subie sur les différents dommages ;

4° En matière mobilière et immobilière (autre que la reconstruction d'immeubles bâtis), sur demande du sinistré, les frais supplémentaires dans les deux cas suivants :

- A) Les Titres de perte subie formant un total inférieur à 10.000 francs, il pourra être payé en espèces des frais supplémentaires pour la différence ;
- B) Le sinistré a reçu déjà 50 % de ses frais supplémentaires en prestations allemandes.

Seront également réglés en espèces, les paiements sur les Titres de non-emploi (Séries H ou K).

PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts courent en principe du 11 novembre 1918, au taux de 5 % (art. 47, loi du 17 avril 1919).

Aux termes de la loi du 28 Février 1923, les intérêts courus sur les Titres de *Remploi* ou *Réinvestissement* jusqu'au 1^{er} Janvier 1923, ne pourront donner lieu à paiement en espèces que jusqu'à concurrence de 1.000 francs par sinistré, pour l'ensemble de ses titres de perte subie, le surplus étant payable en *Obligations* de la Défense Nationale, *nominatives et inaliénables*.

Il en sera de même pour les intérêts courus à partir du 1^{er} Janvier 1923, si l'ensemble des pertes subies inscrites au compte du sinistré dépasse 50.000 francs.

Si le sinistré a moins de 50.000 francs de perte subie, les intérêts courus à partir du 1^{er} Janvier 1923 seront payables en espèces.

NOTA. — Les correspondances doivent être adressées au Crédit National, 45, Rue Saint-Dominique, Paris (VII^e), et indiquer l'intitulé du compte (Numéro et Département).

AVANT-PROPOS

Nous remercions M. le Professeur Rolland, de la Faculté de Droit de Paris, Membre de la Commission Supérieure des Dommages de Guerre, qui nous a fait l'honneur de diriger notre travail et de nous guider de ses précieux conseils. Nous devons aussi adresser nos remerciements, pour l'intérêt qu'ils nous ont témoigné en maintes circonstances, à MM. les Secrétaires-Généraux du Ministère des Régions Libérées et du Crédit National, à MM. Oudinot, Chef des Services Administratifs et du Contentieux près le Ministère, M. Leclercq, Chef des Travaux Législatifs, M. Pequegnot, Chef du Contentieux au Crédit National, MM. les Directeurs de la Dette Inscrite, de la Statistique Générale de France, du Contentieux de la Société d'Assurances Générales.

M. S.

Les Incapables et la Loi du 17 Avril 1919

INTRODUCTION

Après les terribles dévastations causées par la guerre, les populations sinistrées du Nord de la France se trouvaient dans une situation particulièrement pénible. Ruinées, pour la plupart dispersées, les familles évacuées attendaient, non sans quelque impatience, le vote d'une loi qui leur permettrait de reconstituer leurs fortunes anéanties. Elles restaient confiantes, malgré tout, dans les promesses faites par le Gouvernement à ce sujet. Leur attente ne fût pas vaine. Le 17 Avril 1919, en effet, fût promulguée la Loi sur « La Réparation des Dommages causés par les faits de la Guerre », dont l'article Premier indique clairement le principe juste et généreux : « La République proclame l'égalité et la solidarité de tous les Français devant les charges de la guerre ». (1).

Sans doute, il ne suffit pas de proclamer à tous les échos que les « Dommages certains, matériels, directs, ouvrent un droit à la réparation intégrale » (2), si, en fait, il est impossible de réaliser un aussi formidable programme !

(1) Loi du 17 Avril 1919, Titre 1^{er}, Art. 1^{er}.

(2) Loi du 17 Avril 1919, Titre 1^{er}, Art. 2.

Pour le mener à bonne fin, il fallait organiser une Administration et une Juridiction nouvelles : le Ministère des Régions Libérées, les Directions des Dommages de Guerre auprès des Préfectures, dans le cadre de l'Administration active ; les Commissions cantonales d'évaluation, les Tribunaux de Dommages de Guerre et la Commission Supérieure, chargés de veiller à l'application juste de la loi. (1).

Parallèlement, il devint nécessaire d'établir un budget dit des « Dépenses recouvrables », avec une comptabilité spéciale, de créer de nouveaux Services à la Direction de la Dette Inscrite (Ministère des Finances), de fonder une Banque — le Crédit National — dont le rôle consiste à payer aux Sinistrés pour le Compte de l'Etat, les indemnités allouées en réparation des Dommages subis, et, en outre, à placer auprès du public les emprunts rendus inévitables par suite de la carence de l'Allemagne.

Cependant, malgré certains abus et quelque retard, les efforts et les résultats sont considérables. Les chiffres suivants, mieux que de longs discours, en feront ressortir toute l'importance. Le 1^{er} Juillet 1922, 181.417 habitations avaient été réparées provisoirement ; plus de 120.000 constructions provisoires ou semi-provisoires étaient édifiées. Les 2.409 kilomètres de voies ferrées détruites avaient été réparées complètement, ainsi que tous les ouvrages d'art des voies d'intérêt général ; sur 22.161 usines saccagées, 19.923 étaient reconstruites. La population rentrée atteignait le chiffre de 1.056.883, celui de la superficie des terres labourées 1.533.492 hectares, sur un total de 1.923.479 hectares

(1) Auprès des Commissions Cantonales et des Tribunaux, se trouvent des Représentants de l'Etat appelés Agents Administratifs. Auprès de la Commission Supérieure sont placés des Commissaires du Gouvernement.

à reconstituer. (1). Voilà l'œuvre accomplie en moins de quatre années. (2).

Au milieu des ruines et des bouleversements causés par la guerre, les hommes actifs n'ont pas trop de toute leur intelligence, de toute leur énergie, de tout leur courage, pour suivre l'évolution législative, financière, économique et politique au milieu de laquelle ils vivent, dont ils dépendent bien souvent. Mais que deviendront, pendant des périodes aussi difficiles, aussi troublées, les personnes que le Législateur, de tout temps, s'est efforcé de protéger, les « INCAPABLES » ?

Ne sont-elles pas en quelque sorte, désignées par avance, à supporter doublement le poids des charges de la guerre, comme sinistrées d'abord, comme Incapables aussi ?

Tous les frais inévitables de voyage, de correspondance, d'honoraires d'hommes d'affaires et d'architectes ; le coût des actes, des démarches, des multiples formalités, ne vont-ils pas, dans bien des cas, diminuer injustement la valeur des indemnités ?

Il y a plus : Pour prendre des décisions graves, ayant trait à l'évaluation des Pertes subies, pour décider du Remploi, du Réinvestissement ou de l'abandon de ces mesures avantageuses, pour adhérer aux coopératives, passer des conventions de paiements par annuités, contracter des emprunts, en un mot pour fixer un « Plan de réparation », clair, précis et utile ; les institutions du droit commun, telles que la Tutelle, la Curetelle, l'Administration Légale ou Judiciaire, seront-elles compétentes, et suffisamment clairvoyantes ?

Le Droit Commun, lui-même, permettra-t-il de résou-

(1) Statistique publiée par le Ministère des Régions libérées. *Economiste Français*, p. 587.

(2) La reconstruction des Immeubles s'intensifie beaucoup depuis un an et les résultats sont satisfaisants. Dans le Département du Nord, 8.000 maisons auront été reconstruites cette année et 75.000 réparées. (Rapport de M. Morain, Préfet).

dre les difficultés inévitables qui surgiront dans l'application d'une loi nouvelle, créatrice d'un DROIT NOUVEAU ? (1).

Toutes questions importantes, juridiquement et pratiquement, toutes questions difficiles aussi, il est bon de le reconnaître !

Laissant de côté l'exposition générale de la loi, qui est connue (2), nous nous attacherons particulièrement aux questions intéressant les Incapables, depuis le moment où, par eux-mêmes ou par l'intermédiaire de leurs Représentants, ceux-ci déposent leurs dossiers devant la Commission d'évaluation.

La Première Partie de notre Etude décrit la Procédure à suivre pour obtenir la constatation et l'évaluation de leurs Dommages de Guerre, et indique les mesures générales ou spéciales de protection, prises en leur faveur.

La Seconde tend à exposer, les motifs qui doivent inspirer et guider les Défenseurs des Incapables dans le choix du Mode de Réparation et de Paiement, aussi bien que le droit qu'ils peuvent avoir de Disposer des Titres de Créance. Les difficultés importantes semblant surtout résulter de l'Influence des Régimes Matrimoniaux sur les Biens des Femmes Mariées, nous insistons particulièrement sur ce point.

Enfin, la Troisième Partie traite des Différentes Modalités de Paiement des Indemnités à l'incapable, des Difficultés qui s'y rapportent, et des moyens destinés à les aplanir.

(1) « La loi n'a pas de précédents et s'engage sur un terrain inconnu des Législations antérieures ».

L'assimilation que l'on a prétendu faire entre les indemnités allouées par la loi du 17 avril 1919, et celles exigées par la France au profit de nos Nationaux en Chine, lors de la Guerre des Boxers, n'est pas exacte, car il s'agissait d'une indemnité payée par l'ennemi.

Sénat 1917, Annexe 315. Rapport de M. Reynald.

(2) Cf. Exposé complet. Etude de M. le Professeur Rolland *Revue du Droit Public*, 1919. (pages 367-440). (Voir études de M. le Prof. Jacquelin dans *Revue Politique et Parlementaire*, Mars 1917.

CHAPITRE I^{er}

Exercices des Droits des Incapables
Évaluation des dommages de guerre et
Fixation du montant des indemnités

A. — Le Problème devant le Législateur. —
Les Garanties du Droit Commun

Pour procurer aux individus toutes garanties désirables dans l'exercice de leurs droits, le législateur a organisé une foule d'institutions telles que : la séparation des pouvoirs et des juridictions, l'appel, le pourvoi en cassation, la demande en révision, les recours administratifs, les nullités ; il a pris un soin particulier à réglementer dans ses détails la procédure elle-même, s'est efforcé de compenser l'infériorité résultant du sexe, de l'âge, de l'indigence, et de la maladie, par un contrôle sévère de la gestion des administrateurs légaux et judiciaires, des tuteurs ou curateurs, et par la création de l'assistance judiciaire. (1).

Lorsque dès l'année 1917, les Chambres se préoccupèrent sérieusement des réparations auxquelles donneraient droit les dégats causés par la guerre, elles se trouvèrent devant un problème difficile à résoudre, non

(1) Situation spéciale de l'indigent. Traité d'assistance publique, p. 89 et suiv. de Gory et Derouin. Sirey, librairie, 1914.

seulement au point de vue financier, mais aussi au point de vue juridique.

Quelle base donner à la loi nouvelle ? (1). Comment appliquer rigoureusement dans leur lettre ou leur esprit les règles du *Droit Commun*, sans risquer de tomber dans des impossibilités de fait et de trouver à chaque pas des difficultés grandissantes ? D'autre part, si l'on y renonçait, comment la protection des sinistrés, des incapables surtout, ne serait-elle pas illusoire et incomplète ?

Le droit étant admis, comment en régler l'exercice ?

Il était bien évident que pour le travail d'évaluation des dommages, les Agents de l'Etat, les fonctionnaires n'y pourraient suffire car le nombre des intéressés était malheureusement trop considérable. Les tribunaux judiciaires d'arrondissement, ou les Conseils de Préfecture de leur côté étaient incapables d'assurer un aussi vaste service. La création d'organismes spécialisés s'imposait.

Mais s'il fallait innover, ne valait-il pas mieux laisser franchement de côté une procédure ennuyeuse, tracassière, pleine de lenteurs, émaillée de nullités, avant

(1) Sénat, 1917, Annexe 315.

M. Reynald, Rapporteur de la Commission du Sénat a exposé magistralement cette question. « La France, dit-il, est une » « Il n'y a chez elle ni terres ni personnes privilégiées, et les Français sont égaux devant les charges publiques. Lorsque la Nation Française parle et agit, elle le fait au nom de tous et avec le concours de tous, sans qu'aucun ait le droit de se soustraire aux conséquences de la commune obligation. Or, la guerre est un fait national, on pourrait même dire qu'elle est *le fait national par excellence* puisqu'elle suscite toutes les énergies de la nation et met en péril son existence. Tous les français participent donc aux risques de la guerre et tous au même titre, sont appelés à en supporter les fatigues, les dommages et les dangers. » « Nous plaçons donc, ajoute le rapporteur en concluant, à la base du projet, le sentiment de solidarité nationale... », expression du fait positif qu'est l'unité française (Voir « Le Droit Social et la réparation des dommages en régions envahies », par M. le Prof. Jacquelin (1917).

tout susceptible de retarder la restauration urgente ? Ne valait-il pas mieux donner aux organismes nouveaux toute latitude dans l'accomplissement de leur travail, dans la recherche des moyens d'informations, l'étude des dossiers, et l'évaluation des dommages ? N'était-ce pas le seul moyen de les rendre capables de fournir les décisions rapides réclamées par les événements (1).

Evidemment les délibérations des Conseils de famille, les homologations des Tribunaux, voir même les expertises obligatoires apparaissaient comme de désagréables impedimenta. Célérité, simplicité, tels étaient au contraire, les avantages de la nouvelle méthode. Malheureusement, à vouloir tout simplifier, on risque de tout compliquer et de ne plus assurer qu'une justice apparente.

Traiter une femme mariée, un mineur, un prodigue, un fou, sur le même pied que les autres personnes juridiques, c'est, à notre avis, commettre un stupide non-sens. Ce n'est pas sans raison par exemple, que la loi oblige l'accusé devant les juridictions correctionnelles ou criminelles, à prendre l'assistance d'un avocat, chargé de sa défense contre l'accusation. Ce n'est pas sans raison non plus qu'elle permet au plaignant condamné à attaquer la décision du Tribunal, et à porter ses prétentions devant une nouvelle juridiction. Toutes ces mesures et beaucoup d'autres encore, telles que la motivation obligatoire des jugements, ou le jeu des récusations, constituent les Garanties mêmes de la liberté individuelle et de la justice : supprimez-les, l'arbitraire régnera.

Le système qui tiendrait compte des deux points de vue que nous venons d'exposer — maintien des garanties individuelles et simplification des règles de procédure — présenterait les plus grands avantages, à condition qu'il fut réalisable, bien entendu : Les Commis-

(1) Rapport précité Reynal.

sions de la Chambre des Députés et du Sénat arrêteraient, à ce sujet, un certain nombre de dispositions dont l'ensemble forme la loi même de 1919.

M. Reynald, dans son rapport au Sénat, écrivait : « En ce qui concerne les évaluations, s'il n'y a pas accord, il faut que le sinistré puisse s'élever contre une décision qui lui paraît injuste. Il faut que le litige soit tranché et il ne peut l'être que *par un TRIBUNAL*. Il n'y a de droit véritable que celui qui peut s'affirmer en justice, et suivant l'adage juridique : « *Tout droit suppose une action* ». La nécessité absolue de placer un tribunal au-dessus des Commissions administratives chargées simplement des évaluations, apparaissait donc comme une impérieuse nécessité. Aussi la loi décide-t-elle la création d'un *Tribunal des Dommages de guerre* dans chaque arrondissement. Devant lui, les sinistrés peuvent présenter leurs contestations (obligatoirement les décisions concernant les Incapables), en conservant toutes les garanties du Tribunal judiciaire ordinaire. (1).

Il y a plus. Au-dessus de ces tribunaux d'arrondissement, fonctionne une *COMMISSION SUPERIEURE* devant laquelle peuvent être portées les réclamations faites par les intéressés contre les décisions des Tribunaux (2), soit parce qu'elles leur paraissent entachées de vices susceptibles de les faire annuler, soit simple-

(1) Le Tribunal des Dommages de guerre est composé :

1^o D'un Président désigné parmi les magistrats honoraires ou en activité des Cours d'Appel ou des Tribunaux de première instance ;

2^o De deux Membres et de deux suppléants magistrats ou avocats ;

3^o De deux Membres et de deux suppléants tirés au sort sur une liste de 20 Membres désignés par le Conseil Général.

(2) L'article 12 de la loi du 31 Mai 1921 modifiant l'article 36 de la loi du 17 Avril 1919 crée une Commission Supérieure chargée de remplacer le Conseil d'Etat pour juger en appel et dernier ressort les questions de *droit* et de *fait* qui sont portées devant elle.

ment parce que, suivant leur conviction, elles compromettent injustement leurs intérêts. (1). C'est une seconde garantie importante.

Enfin est autorisée devant les diverses juridictions, l'assistance *des Défenseurs* que l'on trouve auprès des Tribunaux ordinaires, Avocats, Avoués ; libre aux intéressés d'avoir recours à leur expérience. D'ailleurs, s'ils trouvent que ces intermédiaires leur font payer trop cher leurs services, ils ont le droit de contester l'élévation de leurs honoraires devant le Tribunal de Dom-mages de Guerre, et d'en poursuivre la réduction. (2).

Nous trouvons donc dans le système adopté par la Loi, les garanties principales du Droit Commun (3) applicables à tous les sinistrés, incapables ou non.

Ces garanties — disons-le tout de suite — constituent seulement dans leur ensemble *un Minimum* qu'il eut été difficile de ne pas accorder. Il serait vain de les citer en affirmant que leur existence même prouve l'efficacité de la Protection des Incapables. Il est vrai qu'à ces mesures générales, viennent s'ajouter des mesures particulières, applicables aux seuls Incapables. Nous allons en décrire le mécanisme par une exposition toute objective, nous réservant d'en contester l'efficacité dans le Chapitre deuxième et d'en montrer les principaux défauts.

(1) Cf Circulaires, 921 du 16 Juin 1921. Cf. Loi Bulletins du Ministère des R. L., nos 23 p. 202, 35 p. 309, 37, p. 322, 49, p. 429.

(2) L'article 51 porte en effet que le Tribunal à compétence pour réduire souverainement et en dernier ressort, même d'office, nonobstant toute convention contraire, les sommes réclamées à l'attributaires et les hommes de l'art, auxquels il aurait recours pour la défense de ses intérêts (ainsi que par les experts). La réduction ne pourra être demandée que dans le délai de deux ans à compter à la fixation de l'indemnité... (Art. 51).

(3) Garanties : 1° Du Tribunal ; 2° de l'Appel ; 3° de l'Assistance des Avocats et Défenseurs ; 4° contre la malhonnêteté des mandataires.

B. — *Mesures spéciales
réglementant la Procédure d'évaluation
des Dommages de Guerre
et de présentation des demandes d'indemnités
des Incapables*

I

Garanties accordées à tous les Incapables

La « façon de soutenir et de présenter la demande d'indemnité doit être particulièrement surveillée ». C'est pourquoi la loi a formulé une règle impérative très importante : « Dans toutes les causes intéressant les incapables, femmes mariées, absents, et dans tous les cas où il est pourvu à l'Administration du patrimoine par un curateur ou un Administrateur légal ou judiciaire, ainsi que dans les successions bénéficiaires, la décision des commissions compétentes devra toujours être soumise au tribunal des Dommages de guerre qui statuera. (1).

Voyons quel est le rôle exact du Tribunal à ce sujet.

Les premières décisions, les premiers jugements prouvèrent qu'il n'existait pas d'unité d'interprétation. Certains tribunaux, en effet, appelés à homologuer des accords intervenus entre les parties devant les Commissions Cantonales, *réduisaient d'office les indemnités allouées*. (2). D'autres, jugeant mieux, pensaient ne pas être en droit, dans l'espèce, de modifier les accords. Bref, il devenait urgent de fixer définitivement la juris-

(1) Article 25. Loi du 17 Avril 1919.

(2) Le Tribunal de Verdun (20 Novembre 1920) avait réduit d'office l'indemnité allouée par une Commission Cantonale à des sinistrés et acceptée par les deux parties.

prudence, en refusant aux Tribunaux le droit de léser les intérêts des Incapables, et en précisant leurs pouvoirs par rapport aux décisions des Commissions Cantonales prises *soit après une conciliation, soit après un refus de conciliation*.

En ce qui concerne le premier point, la Commission Supérieure, par un arrêt en dated u 22 Octobre 1921 (1) donna l'interprétation exacte de la loi et des intentions évidentes du Parlement.

Elle décida qu'*après la conciliation des parties, le Tribunal ne peut pas REVISER l'accord intervenu*.

« Si l'article 25 de la loi du 17 Avril 1919, lisons-nous dans les considérants de l'arrêt Menuisier, dispose que dans les causes intéressant les mineurs, la décision des Commissions compétentes devra toujours être soumise au Tribunal des Dommages de Guerre qui statuera, il résulte des travaux préparatoires (2), que le Législateur a entendu simplifier les mesures de protection prévues par le Droit Commun, notamment les formalités de l'article 467 du Code Civil ; qu'ainsi, en cas de conciliation, le Tribunal des Dommages de Guerre n'est compétent que pour statuer sur la question d'homologation de la décision de la Commission Cantonale, relative à l'accord intervenu, *qu'il n'en lui appartient pas de reviser...* (3).

Dans tous ses arrêts ultérieurs, la Commission maintint fermement cette jurisprudence (arrêt du 15 Février 1922, Affaire Belval-Delahaye, M. de Valroger, Rapporteur, M. Ripert, Commissaire du Gouvernement);

(1) Le Ministère des Régions libérées communiqua immédiatement aux Agents administratifs et aux Juridictions cet important arrêt.

(2) « Il s'agit seulement de réclamer pour le Mineur ou l'Incapable, le bénéfice d'une loi favorable. Les formalités peuvent être réduites... » (Rapport Reynald Commission Sénat).

(3) Affaire Menuisier 22 Octobre 1922, M. Blondeau, Rapporteur, M^e Hanotin, Avocat partie civile, M. Ripert, Commissaire du Gouvernement.

(Arrêt du 4 Mars 1922 : Affaire Blandin: MM. Dufourmantelle, Rapporteur ; Parmentier, Commissaire) ; (Arrêt du 4 Octobre 1922 : Affaire Bression : MM. Guillaumot, Rapporteur ; du Calan, Commissaire du Gouvernement) ; (Arrêt du 4 Août 1922 : Affaire Prévot : MM. Saint-Aubin, Rapporteur ; Mazerat, Commissaire du Gouvernement).

D'ailleurs, une loi — du 12 Avril 1922 — confirma, tout en la dépassant quelque peu, cette interprétation, et permit aux intéressés de contester les jugements rendus antérieurement à sa promulgation, qui auraient eu pour effet d'abaisser les indemnités allouées par les Commissions cantonales.

Pour fixer définitivement les pouvoirs du Tribunal des Dommages de Guerre en ce qui concerne les indemnités allouées aux Incapables, elle dispose ce qui suit : « *En l'absence de recours de l'Etat, contre la décision de la Commission Cantonale, les indemnités allouées aux Incapables ne peuvent être réduites par le Tribunal....* Les jugements précédemment rendus, qui auraient eu pour effet d'opérer de semblables réductions pourront être frappés d'appel devant la Commission Supérieure pendant un délai de deux mois à compter de la promulgation de la présente loi ». (1).

Il résulte donc de cet exposé que *devant un accord, sauf recours de l'Etat, le Tribunal n'a qu'à homologuer purement et simplement ou refuser cette homologation.* Il n'a le droit, ni de diminuer (arrêts Belval, etc.), ni d'augmenter d'office les indemnités (arrêt Veuve Pierre du 4 Août 1922, MM. Saint-Aubin, Rapporteur ; du Calan, Commissaire du Gouvernement). En effet, admettre que le Tribunal puisse majorer les évaluations des Commissions Cantonales, acceptées par les parties, ne serait-ce pas lui accorder un pouvoir de *Revision* ?

(1) Loi fixant les pouvoirs du Tribunal des Dommages de Guerre en ce qui concerne les Indemnités allouées aux Incapables.

Or, l'article 25 spécifie simplement que « la décision des Commissions Cantonales sera soumise au Tribunal qui statuera », ce qui s'entend exclusivement de l'acceptation ou du refus de l'homologation. (La faculté ainsi reconnue au Tribunal de refuser l'homologation, a une très grande valeur (comme nous le verrons ultérieurement au Chapitre 2^e), car elle consacre et rend possible son rôle de défenseur des Intérêts des Incapables).

Mais — c'est ici le second cas envisagé — devant la Commission Cantonale, les *parties pourront ne pas s'accorder*. S'il en est ainsi, la contestation sera portée, par application de l'article 28, devant le Tribunal. Quels seront les pouvoirs de ce dernier ? Pourra-t-il homologuer quand même les propositions de la Commission ? Aura-t-il le droit de réduire ou d'augmenter, le cas échéant, les premières évaluations ? Devra-t-il, s'il trouve qu'elles ne sont pas justifiées, renvoyer l'affaire ou procéder lui-même à la fixation définitive des indemnités ? Questions importantes que la Commission Supérieure a résolues en posant le principe suivant :

« *Lorsqu'aucun accord n'est intervenu devant la Commission Cantonale, le Tribunal est compétent pour fixer souverainement l'indemnité* ».

« Considérant, disent des arrêts très intéressants des 22 Mai et 23 Septembre 1922 (Affaire Aubertin : MM. Guillemot, rapporteur; Affaire Cheminade: M. Rolland, rapporteur), qu'il résulte des articles 28, § 2, 3, 4, et 30 § 1, 2, 3, de la loi, qu'au cas de non-conciliation, les parties peuvent porter leur contestation devant le Tribunal des Dommages de Guerre, que *ce Tribunal est alors juge du premier degré* du litige... qu'il ressort que, dans les causes intéressant les Mineurs, *le Tribunal a une mission qui varie suivant les attitudes prises par les parties* devant la Commission Cantonale ; qu'au cas de conciliation, il n'intervient que pour assurer

la protection du mineur et est compétent seulement pour statuer sur la question d'homologation de l'accord intervenu sans qu'il lui appartienne de reviser les termes de cet accord, qu'*au cas de non-conciliation, il a, par contre, qualité pour statuer complètement sur le litige...* (1). « Pour y statuer, indique l'arrêt, il ne peut dépasser les conclusions présentées devant lui par la victime du dommage, les dires et les discussions devant la Commission Cantonale et les évaluations dressées par ladite commission, peuvent être retenues par lui comme des tentatives de conciliation, comme des documents et des renseignements destinés à éclairer sa religion, mais ne sauraient limiter son pouvoir d'appréciation... (2).

Ainsi donc, le Tribunal, en cas de non conciliation des parties, reste libre d'apprécier l'étendue des dommages et d'en fixer la valeur (3), « par autant de décisions distinctes qu'il y a de catégories ». (4).

Tels sont les pouvoirs du Tribunal en cette matière.

Cependant, certaines complications de procédure et d'interprétation se produisirent... En effet, des sinistrés, avaient, par application du décret du 20 Juillet 1915. présenté devant les anciennes juridictions cantonales ou départementales, des demandes d'indemnités et obtenu des décisions fixant la valeur et l'étendue de leurs dommages subis. Allait-on, en 1919, considérer ces évaluations comme étant définitives et irrévocables ?

N'était-il pas juste, au contraire, de permettre aux ayants-droit de réclamer, à leur gré, le bénéfice de la loi nouvelle ? Cette dernière manière de voir prévalut et fut consacrée par l'article 57 de la loi du 17 Avril

(1) Affaires Aubertin et Cheminade 22 Mai 1922 et 23 Septembre 1922.

(2) Affaire Cheminade, M. Rolland, Rapporteur.

(3) Cf augmentation de l'indemnité, affaire 'veuve Tirel, 31 Juillet 1922, MM. Dufourmantelle, Rapporteur ; Parmentier, Commissaire.

(4) Article 30, loi du 17 Avril 1919, alinéa premier.

1919, dont voici le texte exact : « A titre transitoire, les décisions déjà prises par les Commissions Cantonales, conformément aux dispositions des articles 3 à 8 du décret du 20 juillet 1915 et par les Commissions Départementales, conformément aux dispositions des Titres II et III du même décret, seront, sur la demande soit du préfet, soit des attributaires ou de leurs ayants-droit : *revisées* et *complétées*, s'il y a lieu, suivant les dispositions de la présente loi. Elles pourront, en tout cas, faire l'objet de contestations devant le Tribunal des Dommages de Guerre dans le délai de six mois à dater de la promulgation de la présente loi. » (1).

Ce texte est complexe, car il crée une distinction entre : les *Demandes en Revision et en Complément*, d'une part, et, de l'autre, les *Demandes en Contestation*. La jurisprudence s'est efforcée d'établir le sens exact de ces expressions. « Il faut entendre, lisons-nous en substance dans les considérants de l'arrêt Morel (1^{er} Avril 1922), par *Demandes en revision*, et en *Complément*, celles par lesquelles les parties recherchent à ce que les évaluations soient reprises ou complétées sur certains points, et par *Demandes en Contestations*, celles qui sont faites pour nier l'exactitude des Constatations anciennes ou la justesse des évaluations premières (2). Ajoutons, tout de suite, que cette distinction est très importante à un double point de vue.

En effet, pour les Demandes en Contestation, le délai de présentation des dossiers fut fixé à 6 mois à dater de la promulgation de la loi du 17 Avril 1919, tandis qu'il fut prorogé jusqu'au 1^{er} Août 1921 pour les demandes dites de Revision-Complément (cf considérants, Affaire Morel, 1^{er} Avril 1922). De plus, les

(1) Article 57 de la loi du 17 Avril 1919.

(2) Affaire Morel 1^{er} Avril 1922 ; M. Duhost Rapporteur ; M. Ripert, Commissaire du Gouvernement.

premières étaient du ressort des Tribunaux de Dommages de Guerre (Affaire Deu, 4 Mars 1922, MM. May, Rapporteur ; Parmentier, Commissaire du Gouvernement) ; les secondes, au contraire, du ressort des nouvelles Commissions Cantonales (Affaire Bouvet : M. Rolland, rapp.). (1). Indiquons, pour terminer l'exposé de cette question, que dans les causes intéressant les mineurs, lorsque les décisions prises par les anciennes Commissions Cantonales viennent devant le Tribunal des Dommages de Guerre, ce dernier, conformément à l'article 25, n'est compétent que sur la question d'homologation, sans être autorisé, pour cela, à réduire les évaluations. Cette jurisprudence ressort nettement de plusieurs arrêts de la Commission Supérieure, (le 23 Janvier 1922, Affaire Guyot), (Affaire Goujon, 22 Juin 1922), (2), (Affaire Guyot, MM. Valroger, Rapporteur ; Parmentier, Commissaire du Gouvernement ; M^e Freney, Avocat, partie civile), (Affaire Goujon : MM. May, Rapporteur ; Parmentier, Commissaire).

Avant d'envisager les dispositions spéciales applicables à chaque groupe d'Incapables, nous tenons à signaler encore deux mesures de justice :

Pour obtenir satisfaction devant les juridictions, il est indispensable de produire toutes pièces susceptibles de prouver le droit de propriété des objets détruits : Pièces d'état-civil, Livrets de famille, Polices d'assurances, Contrats de mariage, Titres de propriété, Attestation par les Notaires (3), Attestations par d'honorables

(1) « La demande en Révision et Complément aurait dû être portée devant la Commission Cantonale nouvelle ». Rapport de M. Rolland, affaire Bouvet.

(2) NOTA. — Lorsqu'une Commission Cantonale est dissoute, avant d'avoir liquidé toutes les affaires, celles-ci sont expédiées par le Tribunal des Dommages de Guerre dans le ressort duquel se trouve la Commune, siège de l'ancienne Commission dissoute. (Affaire Gauguez).

(3) Application de l'Article 1348, Code Civil alinéa.

personnes, Extrait du rôle des Contributions, Factures ou duplicata, Actes de notoriété après décès ou intitulés d'inventaires, Délibérations des Conseils de famille, Procurations. (1).

Toutes ces pièces dont la production est nécessaire, surtout pour régulariser les dossiers des Incapables, sont onéreuses, et dans certains cas, seraient de nature à réduire sensiblement les indemnités si les réclamants devaient les payer de leurs propres deniers. Certains Membres du Parlement s'en émurent. Mais toute satisfaction était accordée par avance aux intéressés, puisque les frais occasionnés aux veufs, mineurs ou Incapables, pour obtenir la délivrance d'actes notariés, de copies de délibérations de Conseils de famille, exigées par les Commissions Cantonales, peuvent être considérés comme des frais complémentaires et portés sur les demandes d'indemnités, ou réclamés au moment de la conciliation, sur pièces justificatives. Ils donnent droit au remboursement à titre de *frais de constitution de dossiers* et doivent être comptés dans la perte subie. (2). Il appar-

(1) Liste communiquée par le Greffe de la commission Cantonale de Chauny (Aisne).

(2) En réalité, sur les Certificats de Créance, c'est dans les Frais Supplémentaires que sont compris les honoraires d'expertises.

Certificat de Créance.

Le Directeur de la dette inscrite certifie queX..... est inscrit au Livre des Certificats de Créance, pour la somme de
....., d'après le décompte suivant :

	Montant brut	Avances ou acomptes déjà versés	Montant net
Perte subie C			
Perte subie D			
F. Frais supplémentaires			
G. Dépréciations pour vétusté ...			

Ladite indemnité est allouée en réparation de Dommages de la 3^e Catégorie. Décision de la Commission.

tient à la Commission Cantonale d'en arrêter le montant d'après les justifications présentées. (1).

La seconde mesure est spéciale et s'applique aux veuves de sinistrés appelées à réclamer pour leurs enfants mineurs une indemnité, et obligées de fournir des pièces justificatives.

Une circulaire (n° 679), a pris les dispositions suivantes, intéressantes, à leur égard : « Toutes les fois qu'il s'agit d'une demande d'indemnité ne dépassant pas 500 francs en perte subie, et que les demandeurs auront des enfants mineurs, il pourra être justifié de leurs droits par la production du *Livret de Famille*, ou, à défaut, de copies sur papier libre de leurs actes de naissance, accompagnés d'un certificat du maire, attestant qu'à sa connaissance le défunt n'a pas laissé d'autres héritiers. (2).

Telles sont les mesures applicables aux catégories diverses d'Incapables, prises par la loi de 1919, et sanctionnées par une jurisprudence qui s'efforce, il faut bien le reconnaître, tout à la fois de prendre en considération les réclamations des victimes de la guerre, et d'assurer à tous le plus de justice.

II

Mesures particulières applicables à chaque catégorie d'Incapables

Les Mineurs en Tutelle Les Mineurs émancipés. — Les Interdits.

Si l'on avait suivi les règles habituelles du droit commun, il eût été nécessaire, d'après la nature et la

(1) § J. O. du 19 Janvier 1921, page 48.

(2) Circulaire 679 relative aux demandes d'indemnité de dommages pour le compte d'enfants mineurs de sinistrés. Justification de leurs droits.

gravité des actes juridiques à accomplir, d'obtenir le consentement du Conseil de Famille ou l'homologation du Tribunal, dans certains cas même, l'avis de trois jurisconsultes. (1). Le fait, pour le mineur, de souscrire à l'obligation du remploi — nous l'appellerons : « Acte de disposition », au Chapitre deuxième — est certainement un acte grave, important, délicat, quant aux conséquences qu'une semblable détermination peut avoir sur sa fortune, sur son patrimoine.

La loi du 17 Avril 1919 s'est efforcée d'une manière générale, de simplifier les formalités habituelles en adoptant la règle suivante, posée par l'article 25, ainsi conçu : « *Les tuteurs des mineurs et des interdits et les curateurs des mineurs émancipés, n'auront, devant les juridictions compétentes qu'à justifier d'une délibération motivée du Conseil de Famille de l'Incapable.* » (2).

(1) Cf pour la transaction article 467 Code Civil ;

Cf article 484, 513, 389, Code Civil.

Indépendamment des actes que le Tuteur peut faire seul il en existe d'autres pour lesquels le Tuteur doit obtenir l'autorisation du Conseil de Famille et l'homologation du Tribunal (Emprunt, Aliénation des Immeubles, Hypothèques, Aliénation de Meubles supérieurs en prix à 1500 francs) ; d'autres Actes, enfin, pour lesquels la loi exige certaines formalités spéciales (Vente Meubles corporels, Transaction, Partage).

Cf. Traité Théorique et pratique de Droit Civil pages 551 à 620 de Baudry-Lacantinerie, Tome IV, 2^e édition.

(2) Article 25 premier alinéa.

Cet article est fondamental et de la plus haute importance en ce qui concerne notre sujet.

Pour préparer le dossier de l'Incapable, nous ne saurions trop recommander aux Tuteurs d'établir soigneusement les évaluations des dommages subis par catégories distinctes, de rechercher toutes les preuves littérales ou testimoniales susceptibles d'éclairer les Commissions et les Tribunaux.

Le mineur émancipé possède une demi-capacité.

Il a le droit de faire seul les actes d'administration (passer baux inférieurs à 9 ans, percevoir ses revenus, louer un appartement) ;

Il ne faudrait pas croire qu'une telle disposition fut de nature à dégager envers et contre tous la responsabilité des Défenseurs de l'Incapable. Il ne faudrait pas s'imaginer qu'en s'appuyant sur elle, les Tuteurs et Administrateurs fussent absolument libres de choisir parmi les modalités de réparation ou de paiement, celle qui leur plairait pour des raisons purement personnelles, par exemple parce qu'elle leur occasionnerait moins de travail. Nous reviendrons sur ce point, mais nous tenons, dès maintenant, à nous élever contre une interprétation aussi fausse de la loi. Celle-ci, sans doute, s'efforce de leur simplifier le travail de « procédure » — tel est l'unique portée de l'article 25 — mais tout en les engageant à remplir ponctuellement et fidèlement leur mission et leur rôle fixé par le droit commun.

Mettons-nous quelques instants à la place d'un Tuteur ou d'un administrateur et voyons quelle est la meilleure façon de nous acquitter de notre tâche. (1).

Notre premier soin sera, pour défendre le plus exactement possible la cause de notre pupille, de rassembler tous les éléments susceptibles d'éclairer à la fois le Conseil de Famille et les Commissions d'évaluation, sur la réalité, l'étendue et la valeur des dégâts causés par la guerre.

Nous rechercherons les documents (actes, titres de propriété, actes de partage, intitulés d'inventaire, etc.), les témoignages à leur défaut, en un mot toutes les

mais pour les autres actes, il a besoin de l'autorisation d'un curateur. L'Interdit est en tutelle.

Ce raisonnement s'applique aussi bien au mineur en tutelle qu'au mineur émancipé et à l'Interdit.

(1) « La Tutelle est une MISSION donnée par la loi ou par la Volonté de l'homme à une personne capable de prendre soin d'un mineur non émancipé (ou d'un interdit), d'administrer ses biens et de le représenter dans les actes civils ».

Cf Baudry-Lacantinerie déjà cité page 356, Dt Civil, 2^e édition.

preuves utiles, prévues par l'article 32 de la loi, ainsi libellé :

« Tout moyen de preuve, même par simple présomption, est admis pour établir l'importance des dommages, quels qu'ils soient. »

« Les parents et les domestiques peuvent être entendus. »

En ce qui concerne les dommages techniques, tels que ceux qui affectent les constructions immobilières, les machines, le matériel industriel, nous demanderons le concours d'experts et d'architectes.

Munis de ces renseignements, nous classerons les sommes évaluées dans chaque catégorie, en indiquant la valeur 14 et les frais supplémentaires.

Mais notre rôle ne doit pas consister simplement à « composer un dossier » ; il est plus difficile et plus complexe que cela, car indépendamment de la classification des éléments « matériels », et de pure documentation, il nous faudra prendre parti pour un plan de réparation, il nous appartiendra de choisir entre le Remploi, le Réinvestissement, ou la Réparation de la seule Perte Subie (1). Notre guide dans ce choix ne devra pas être la facilité de la restauration envisagée de notre point de vue, mais, au contraire, l'INTERET bien compris du pupille. Les décisions à prendre devront être avantageuses pour lui et nous nous rappellerons que nous sommes comptables de notre gestion (C. C. 469), et que nous devons administrer les biens confiés en bon père de famille (450) ». (2).

Après avoir ainsi déterminé le mode de réparation,

(1) C'est-à-dire d'opter pour l'un des articles 4, 7, 13,

(2) Code Civil article 469. « Le Tuteur est comptable de sa gestion lorsqu'elle finit ».

Article 450. « Il (le tuteur) administrera ses biens en bon père de famille et répondra des dommages intérêts qui pourraient résulter d'une mauvaise gestion ».

précisé l'importance et apporté la preuve des dommages causés, nous présenterons au Conseil de Famille le dossier en question.

Le Conseil est appelé à son tour, à prendre ses responsabilités. Son travail n'est pas celui d'un Greffier chargé d'enregistrer purement et simplement ce qu'on lui soumet (1). Comprendre son rôle de cette façon, c'est méconnaître la loi et faire injure aux membres qui le composent. Non, l'examen du dossier fera l'objet d'une *Etude sérieuse*.

Notre projet sera examiné avec toute l'attention désirable, contrôlé, critiqué, au besoin refusé ou amendé. Il serait inadmissible, en effet, que pour prendre des décisions aussi importantes, intéressant le patrimoine des Incapables, les membres de la famille, appelés à représenter souvent des parents morts ou à suppléer à la faiblesse des êtres qu'ils doivent défendre, ne prissent pas un soin tout particulier à veiller à leurs intérêts. Aussi, le Conseil de Famille ne se contentera pas d'approuver *en bloc*, et sans examen, les chiffres de la demande. Il devra les étudier, les discuter au besoin, les approuver par une *délibération motivée* (2), nous donner enfin les pouvoirs nécessaires à l'effet de présenter les demandes, accepter tous chiffres, aller en appel, nous pourvoir contre les décisions ou jugements, nous substituer un mandataire, en un mot, de faire le

(1) Cf article 457 qui spécifie qu'en matière de transaction (et la Conciliation devant les Commissions Cantonales n'est pas autre chose) l'autorisation ne devra être donnée que pour cause d'une nécessité absolue ou d'un avantage évident.

(2) Article 25, premier alinéa.

Quoi de plus régulier puisque « le Conseil de Famille est chargé de contrôler la Tutelle ».

« Les fonctions du Conseil de famille doivent être prises au sérieux, la loi lui confie une MISSION importante et elle veut qu'il s'en acquitte d'une manière consciencieuse » Baudry Dt Civil déjà cité pages 368 et 482. Cf le Code Civil Espagnol articles 312 et 313.

nécessaire pour l'exercice des actions et l'exécution des jugements rendus.

Comment la jurisprudence applique-t-elle la loi à ce sujet ?

Après avoir quelque temps hésité, elle s'est fixée maintenant dans le sens d'une application rigoureuse des prescriptions de l'article 25. Nous avons, à ce sujet, relevé des exemples intéressants.

Citons tout d'abord une décision du Tribunal de Toul, en date du 1^{er} Mai 1920 (1).

Il s'agissait pour ledit Tribunal d'homologuer un accord intervenu devant une Commission Cantonale entre le Représentant de l'Etat et un sinistré majeur en indivision avec des enfants mineurs. « M. X..., ès-qualités, a introduit le 29 septembre 1919, devant la 2^e Commission Cantonale de constatation et d'évaluation des dommages de guerre, une demande d'indemnité pour la destruction et l'enlèvement d'objets mobiliers, de meubles meublants, literie, linge, effets personnels et d'objets d'utilité domestique, subis par lui du fait de la guerre, le 14 Septembre 1918. — Suivant le procès-verbal de conciliation, en date du 1^{er} Avril 1920, le Demandeur et le Représentant de l'Etat se sont mis d'accord pour évaluer les dommages à La Commission a bien homologué l'accord intervenu en ce qui intéressait les parts et portions indivises appartenant en propre au Demandeur et *décidé que cet accord était susceptible d'être homologué par le Tribunal, en ce qui intéressait les mineurs M...* » (2).

Or, le Tribunal de Toul n'a pas admis cette manière

« Attendu qu'il y a des mineurs en cause, dit-il, qu'aux termes de l'article 25 de la loi du 17 Avril 1919, les Tuteurs doivent justifier d'une *délibération motivée* du Conseil de Famille devant la Commission,

(1) Tribunal de Toul, Bulletin Région libérées, n° 44, 1920

(2) Application de l'article 25.

« Attendu que c'est pour la présentation de la demande que le Contrôle du Conseil de Famille sur le tuteur est obligatoire, les Conseils de Famille devant s'assurer que la demande est complète et les faits exactement présentés, qu'il est donc nécessaire que le Conseil délibère sur le projet de demande préalablement établi par le Tuteur, et qu'après un *examen détaillé* de ce projet, il formule par avis motivé son autorisation, d'autant que cette demande, une fois présentée définitivement par le Tuteur, celui-ci ne peut se concilier ni transiger au nom des Incapables qu'il représente et que l'évaluation de la commission, révisée obligatoirement par le Tribunal des Dommages de Guerre, s'impose à lui, cette évaluation en matière de biens de mineurs étant uniquement l'œuvre propre de la juridiction. » (1).

Ce même tribunal de Toul annulait, quelque temps après, un accord parce que « rien dans la délibération du Conseil de famille présentée, n'indiquait que le Conseil ait pris connaissance du projet de demande, l'ait étudié, en ait délibéré ». Dans ce cas particulier, le Tuteur avait simplement reçu une autorisation générale en « pleins pouvoirs, à l'effet de demander le remploi ». (2). De plus, il est nécessaire que la *délibération du Conseil de Famille soit antérieure à la décision*. Il ne suffirait pas, par exemple, d'envoyer une ratification au Tribunal. Cette procédure a été rejetée. (3).

Mais ne pourrait-on pas prétendre, comme l'a fait une Commission Cantonale du Nord, que la délibération du Conseil de Famille n'est pas utile, lorsque les dom-

(1) 1920. Bulletin du Ministère des Régions Libérées. Tribunal de Toul. Décision du 1^{er} Mai 1920.

(2) Tribunal de Toul, Décision du 1^{er} Mai 1920.

(3) Idem.

mages causés aux biens des incapables ne sont pas *importants* ?

Non, répond, le Tribunal d'Hazebrouck. Et, pour prouver le bien fondé de son jugement, déclare :

« La Commission ne peut pas décider que l'action étant purement mobilière, de minime importance, et la tutelle de la mère, qui représentait les mineurs étant légatè, il pouvait être passé outre à la production de cet avis. » (1).

Cela est évident. La loi n'a fait aucune distinction entre les tuteurs légaux et les tuteurs datifs, les actions mobilières ou immobilières, importantes ou minimes. La loi et la jurisprudence sont donc en parfait accord en ce qui concerne l'obligation de présenter l'autorisation motivée du Conseil de Famille.

Nous avons, jusqu'ici, envisagé le cas d'un mineur ou d'un interdit isolé, seul propriétaire de biens détruits ou en indivision avec d'autres incapables.

Mais il arrive que les biens soient la *propriété indivise de majeurs et de mineurs*. Dans ce cas, faut-il appliquer les règles habituelles de l'article 25 ? Ne pourrait-on pas se passer de la délibération du Conseil de famille, surtout si les majeurs possèdent la fraction la plus importante des biens ? Ces derniers peuvent-ils établir la demande d'indemnité au nom de tous les co-propriétaires, sans qu'il soit indispensable d'habiliter le tuteur du ou des mineurs par une décision du Conseil de Famille ?

La réponse à cette question est facile, après l'étude que nous venons de faire des textes et des arrêts de la Commission Supérieure. Le tuteur *seul* peut agir *au nom du mineur*, et la Commission devrait l'appeler en toutes circonstances (2).

(1) Hazebrouck, 11 juin 1920.

(2) § Bulletin 4, R. L. 18 1920, page 158. Question, Réponse.

La Femme mariée

Les questions se rapportant à l'incapacité de la femme mariée peuvent, croyons-nous, se grouper de la façon suivante :

Situation de la femme autorisée par son mari ;

Mesures prises par la loi en cas de refus ou d'impossibilité par le mari de l'assister ;

Moyens employés pour sauvegarder les droits de chaque conjoint, tels qu'ils résultent du régime matrimonial adopté antérieurement. (1). Ce troisième point, très important, réagit sur le choix même du mode de réparation, mais n'influe pas sur la procédure, aussi sera-t-il étudié spécialement au Chapitre deuxième.

La femme mariée ne peut, suivant le Droit Commun, faire aucun acte juridique important sans l'autorisation de son mari.

L'article 217 du Code Civil dispose, en effet, que « la femme, *même non commune et séparée de biens*, ne peut donner, hypothéquer, aliéner, acquérir à titre gratuit ou onéreux, sans le concours de mari dans l'acte, Cou son consentement par écrit... » (2). Cette règle est générale et s'applique aux divers régimes matrimoniaux (sauf cependant aux biens réservés de la loi de 1907, pour lesquels la femme peut ester en justice de plein droit). (3).

Par conséquent, il est tout naturel — et la loi de

(1) Nous remercions M. Pequenot, Chef de la Section du Contentieux du Service des Dommages de Guerre au Crédit National, qui, très aimablement, nous a communiqué tous les renseignements susceptibles d'intéresser notre sujet.

(2) Article 217 du Code Civil.

(3) Loi du 13 Juillet 1907 relative au libre salaire de la femme mariée et à la contribution des époux aux charges du ménage.

Article 6. — La femme pourra ester en justice *sans autorisation* dans toutes les contestations relatives aux droits qui lui sont retenus par la présente loi.

1919 n'a rien innové à cet égard — que la femme mariée dont les biens auront été détruits par des faits de guerre, doive être autorisée par son mari pour tous les actes de procédure et l'exécution des décisions rendues. Ceci est très simple.

Supposons maintenant que cette femme mariée ne puisse obtenir de son mari l'autorisation sollicitée, soit parce que ce dernier désire la contrarier, soit parce qu'il est dans l'impossibilité d'agir.

Comment résoudre la difficulté ?

La question a son importance, car la loi, dans certains cas, a fixé des délais pour l'exercice des droits (1), et faute de s'y conformer, les réclamants risquent d'être forclos. La réponse, conforme au Droit commun, est donnée par l'article 25 : « La constatation, par la juridiction saisie, de l'impossibilité ou le refus du mari d'assister sa femme, *même dotale ou commune en biens* (2), suffira à habilitier celle-ci pour tous les actes de procédure, ainsi que pour l'exécution des décisions rendues... » (3). Pour les actes de procédure, cela est concevable, mais pour l'exécution des décisions, cela se conçoit moins facilement, car elles peuvent se traduire par des versements et des remboursements de capitaux dont, au regard du droit commun, la décharge ne peut pas être, dans la majorité des cas, donnée valablement par la femme mariée, sans l'autorisation spéciale du mari. (4). Des difficultés pour-

(1) Ex. article 45. → La loi donne deux ans pour souscrire à l'obligation du emploi. De plus, pour le dépôt des dossiers, des dates ont été fixées.

(2) C'est-à-dire, dans les régimes matrimoniaux où le mari semble avoir le plus de pouvoir sur les biens de la femme.

(3) Article 25.

(4) « On admet généralement que le mari a qualité pour recevoir les capitaux mobiliers dus à sa femme quand les débiteurs veulent se libérer. C'est pour lui la conséquence de son droit de poursuivre le recouvrement des créances (article 1428 Code Civil alinéa 2) ». Cf Planiel Droit Civil élément numéro 1031 2^e édition.

ront en résulter, comme nous le verrons plus loin.

La règle susvisée s'applique, évidemment, pour tous les biens mobiliers ou immobiliers en général. Mais ne semble-t-il pas que la femme possédant des *biens réservés*, dont aux termes de la loi de 1907, elle a la libre disposition, puisse, en ce qui les concerne, se passer de l'autorisation maritale ? La pratique administrative courante l'admet à juste titre. Mais la difficulté pour la femme, dans l'espèce, sera d'établir que les biens sont précisément ceux visés par la loi de 1907.

Citons un exemple :

Une femme séparée de fait de son mari, ne pouvait pas obtenir de lui l'autorisation prévue par le droit commun. Or, il se trouvait qu'elle avait besoin, après la guerre, d'avances pour reconstituer son mobilier. Comme elle avait acquis ce mobilier par son travail personnel, elle pensa être en droit de réclamer en son propre nom les avances accordées par la circulaire du 26 Octobre 1919. (1). Elle obtint gain de cause à juste titre. « D'après l'art. 219 du Code Civil, en effet, si le mari refuse d'autoriser sa femme à passer un acte, celle-ci peut le faire citer directement devant le tribunal de première instance de l'arrondissement du domicile commun, qui pourra donner ou refuser son autorisation après que le mari aura été entendu en Chambre du Conseil. D'autre part, s'agissant de biens mobiliers acquis sur le produit de son travail personnel, la femme, aux termes de la loi du 13 Juillet 1907, a la libre disposition de ces biens, et peut ester en justice sans autorisation pour tout ce qui les con-

(1) Cette circulaire permettait aux sinistrés d'obtenir des Préfectures, des avances pour reconstitution du mobilier familial, jusqu'à concurrence de 1.000 francs. pour le chef de famille et 200 francs par enfants à sa charge.

cerne ». (1). On aurait probablement pu ajouter que la demande d'avances n'étant qu'un acte d'administration, pouvait, à plus forte raison, être faite sans autorisation.

La validité de ces actes est subordonnée à la justification, par un moyen quelconque, à mentionner dans la convention (ici, dans la décision allouant les avances), que la femme mariée exerce personnellement une profession distincte de celle de son mari. (2). Sous cette condition, la responsabilité de l'Etat n'est pas engagée.

Pour nous résumer, nous dirons :

1^o La femme, d'une manière générale, a besoin de l'autorisation maritale pour exercer ses droits à la réparation ;

2^o Si le mari refuse de la lui donner ou est dans l'impossibilité de le faire, elle peut passer outre en faisant *constater cette situation par la juridiction* ;

3^o En ce qui concerne ses biens réservés, elle est pleinement capable.

*Les Mineurs,
Les Aliénés,
Les Absents,*

pourvus d'Administrateurs légaux ou judiciaires

Lorsque le mineur a ses père et mère, l'administration de ses biens, leur gestion, est habituellement confiée au Père. (3). Nous disons « habituellement », car le Père peut être déchu de ce droit lorsqu'il s'est montré

(1) Bulletin R. L. n^o 3 1919 page 19.

Bulletin R. L., n^o 10 1919, page 82.

(2) Combinaison des articles 25 et 32.

(3) Code Civil, article 389. (Loi du 6 Avril 1910).

indigne d'exercer la puissance paternelle. Dans ce cas, la mère est souvent appelée à le remplacer. (1).

L'administration légale comporte pour celui qui l'assume, des charges, mais en retour, une prérogative appréciable : le droit de jouissance légale (2). Le père, administrateur légal, est assez libre dans sa fonction de gérant. Il n'est pas, comme le tuteur, surveillé par le Conseil de famille, et le subrogé-tuteur ; il peut l'aire seul des actes pour lesquels le tuteur aurait besoin d'une autorisation.

Ajoutons, en passant, que si la loi n'a pas institué, à côté du père, un conseil de famille et placé un subrogé-tuteur, c'est probablement parce qu'elle a pensé que l'amour paternel veillerait d'instinct aux intérêts de ses enfants et que la mère serait toujours à même d'exercer une sorte de surveillance. (3). D'ailleurs, dans les actes graves, l'autorisation du Tribunal est nécessaire, par exemple pour la vente d'un immeuble, pour un emprunt, etc.. (4).

Une gestion gratuite ne présente aucun intérêt pour le gestionnaire et les soins gratuits sont souvent ceux qui reviennent le plus cher. Aussi le législateur a-t-il pris soin d'intéresser, si l'on peut dire, le père à gérer convenablement les biens de ses enfants, en lui accor-

(1) Loi du 24 juillet 1889 article 9, Chapitre 1..., la juridiction compétente décide si, dans l'intérêt de l'enfant, la mère exercera les droits de la puissance paternelle.

(2) « La Jouissance légale est un droit qui appartient au père durant le mariage et après sa dissolution au survivant des père et mère, de jouir des biens appartenant à leurs enfants mineurs de 18 ans et non émancipés. Cf Droit Civil Baudry page 147.

Cf sur Jouissance Légale Droit Civil Aubry et Rau 1911 revu par M. Martin 550 bis page 118.

(3) « La Tutelle est avant tout une Mission de Confiance et d'Affection, qui donc peut mieux la remplir que le survivant des père et mère ? » Baudry n° 317.

(4) Le père est tenu de convertir en titres nominatifs les capitaux supérieurs à 1.500 francs.

dant le *droit de jouissance légale*, appelé quelquefois usufruit légal. (1). Voilà le Droit Commun.

Voyons, d'autre part, comment la loi protège les aliénés.

L'aliéné est, le plus souvent, incapable de veiller à l'administration de ses biens. On peut abuser de son état mental pour lui arracher un consentement à des actes préjudiciables à ses propres intérêts. Aussi, la loi de 1838 a-t-elle organisé en faveur de l'aliéné non interdit (2), un système de protection et a créé une incapacité *sui generis*, pour le mettre à l'abri des conséquences de ses actes pendant la durée de son internement. (3). Si l'aliéné, avant son placement, a été interdit, ou s'il est encore mineur non émancipé, sa condition ne subit pas de changement du fait de son internement (4). Il est protégé suffisamment. Nous dirons simplement que les actes faits par les aliénés peuvent être annulés par les juges pour cause de démence, d'après l'article 39 de la loi du 30 juin 1838. Dans les asiles publics, les commissions de surveillance exercent les fonctions d'administrateurs provisoires. Elles désignent un de leurs membres pour remplir ces fonctions. Le Tribunal peut nommer un administrateur judiciaire qui a le maniement des fonds de l'aliéné et dont les biens peuvent être grevés d'une hypothèque

(1) Le droit de jouissance n'est pas cessible.

Le Père n'a pas à fournir de caution, par conséquent le terme d'usufruit est impropre à notre avis.

Pour différence entre la Jouissance Légale et l'Usufruit voir Baudry n° 155, et suivants.

(2) L'aliéné interdit a les garanties prévues par le Code en cas d'interdiction (tuteur, Conseil de famille, etc.).

(3) Traité d'Assistance Publique Derouin et Gory.

(4) Pour l'Interdit voir Baudry Dt. Civil déjà cité n° 773 et 817.

Nous n'insistons pas sur la condition de l'Interdit puisqu'il résulte des articles 505 et 509 du Code Civil que les règles de la Tutelle du mineur sont applicables dans leur généralité à la Tutelle de l'Interdit.

judiciaire. Comme l'administrateur légal, l'administrateur judiciaire doit recouvrer les sommes dues à l'aliéné, acquitter ses dettes, vendre, s'il y a lieu, son mobilier avec l'autorisation du Président du Tribunal. Il peut passer des baux dont la durée n'excède pas 3 ans. Mais tous deux peuvent prendre les mesures conservatoires jugées utiles et *faire des actes de pure administration*. (1).

De son côté, le Curateur aux Biens de l'Absent a l'administration de ces biens et demeure responsable et comptable de sa gestion (comme dépositaire). L'article 125 l'indique explicitement : « La possession provisoire ne sera qu'un dépôt qui donnera à ceux qui l'obtiendront l'administration des biens de l'absent et les rendra comptable envers lui au cas qu'il reparaisse ou qu'on ait de ses nouvelles. De plus, le Ministère Public est chargé de veiller spécialement aux intérêts de l'absent et sera entendu sur toutes les demandes le concernant. (2).

Si le mineur, l'aliéné ou l'absent, possède des biens détruits par faits de guerre, le père, l'administrateur ou le curateur, devront-ils suivre les règles générales habituelles ?

La loi décide, à ce sujet, que : « les administrateurs légaux, — le père, par exemple — ou judiciaires — administrateurs des biens de l'aliéné — les curateurs aux biens de l'absent, *sont dispensés de toute autorisation préalable en justice*... (3).

Par conséquent, ils pourront d'emblée faire le dépôt des dossiers, les soutenir devant les juridictions, aller en appel, etc...

Ils devront simplement *justifier de leur qualité et*

(1) Cf. Traité d'Assistance publique de Derouin et Gory édition 1914 Sirey.

(2) Voir l'Absence C. C. des Absents, Titre IV, article 125.

(3) Article 25.

de la situation juridique des Incapables dont ils ont la charge. (1).

Mais tous ne devront pas oublier que les règles générales relatives à la gestion du Tuteur, leur sont applicables et que si la loi simplifie leur travail matériel, elle ne les engage pas pour cela à diriger mollement les affaires qui leur sont confiées. (2).

(1) Les curateurs aux biens des absents devront joindre au dossier un jugement déclaratif d'absence.

(2) Cf Baudry déjà cité n° 180 et 182.

« L'autorisation que le conseil de Famille aurait donnée au Tuteur ne peut pas avoir pour effet d'exonérer complètement celui-ci de sa responsabilité mais elle fournirait aux juges un motif de se montrer indulgents dans leur appréciation. »

CHAPITRE II

Du choix du mode de paiement et de réparation et du droit de disposer des créances

Les mesures prises par la loi du 17 Avril 1919 sont-elles suffisantes pour sauvegarder *entièrement* les intérêts des Incapables ? Nous ne le pensons pas. Sans doute, l'application intelligente et consciencieuse des articles 10, 25, 49, serait-elle de nature à faciliter cette sauvegarde. Il n'est pas indifférent, en effet, que les Conseils de Famille soient obligés d'étudier, de près, avec soin, les demandes d'indemnités, les dossiers, qui leur sont obligatoirement présentés. Il n'est pas indifférent, non plus, de « soumettre au Tribunal des Domaines de Guerre les décisions des Commissions Cantonales » ou les autorisations de Cession à l'approbation du Tribunal Civil. Mais nous nous demandons à quoi peuvent bien servir tous ces moyens excellents destinés à nous fixer exactement sur la volonté des Représentants des Incapables, s'ils ne sont pas susceptibles d'agir efficacement sur cette volonté même, s'ils rendent possibles de graves injustices. Car la question semble se poser ainsi : Les Représentants des Incapables, leurs Défenseurs, sont-ils *absolument libres* de choisir telle ou telle modalité de Réparation ou de

Païement, de refuser, avec le emploi offert par la loi, toutes les indemnités pour frais supplémentaires qui s'y rattachent ? Ont-ils le droit, les sommes une fois fixées, de disposer des Créances et de les aliéner ? Devant les conséquences ruineuses d'une telle liberté, les Incapables pourront-ils, en exigeant ultérieurement des comptes de tutelle (1), mettre en cause, le cas échéant, leur responsabilité ? La loi peut-elle les garantir contre une telle éventualité ?

Ce Chapitre comprendra 4 Sections. Dans les trois premières, nous étudierons les questions intéressant toutes les catégories d'Incapables, la quatrième étant réservée spécialement à celles qui se rapportent aux Biens des Femmes Mariées.

SECTION A

Le choix du mode de réparation considéré comme acte de disposition

Le choix du mode de réparation appartient indubitablement aux Conseils de Famille, aux Administrateurs Légalx ou Judiciaires, comme nous l'avons vu au chapitre précédent. L'article 25 consacre ce droit. La pratique confirme la théorie. Le Représentant de l'Incapable se trouve en présence à la fois d'une Créance ordinaire (Perte Subie), et d'une *Créance conditionnelle*, (frais supplémentaires et vétusté), à laquelle il peut renoncer, car, en agissant ainsi, il ne fera qu'« exercer les droits et actions résultant de la loi (art. 25). Il n'en reste pas moins vrai qu'une telle décision constitue de sa part un Acte grave, important,

(1) Code Civil articles 473 et 475.

un *Acte de Disposition* comparable par ses effets à la *Transaction*. Le cas est nouveau et le Code Civil ne nous donne pas à ce sujet de règles précises. Néanmoins, il est naturel de penser qu'il eût entouré un tel acte de mesures particulières de précaution. Les conséquences de ce choix sont, en effet, fort graves. Prenons l'exemple d'un mineur propriétaire d'un immeuble valant, en 1914, 50.000 francs, et de marchandises achetées 40.000 francs. Suivant la décision prise par le Conseil de Famille, à l'instigation du Tuteur, les sommes allouées en réparation (avec application du coefficient 4), seront respectivement de 90.000 ou de 360.000 francs, accusant une différence possible de 270.000 francs.

Les Représentants de l'Incapable, ceux qui doivent prendre soin de son patrimoine, ont donc le *pouvoir* de refuser des sommes considérables (70, 75 % du montant total) ; de disposer, spécialement en matière de dommages mobiliers, de 15 % des indemnités, lorsqu'ils réclament la conversion des Certificats de Créance en Titres de Rente 6 % (1). Ajoutons tout de suite que de tels pouvoirs, aussi exorbitants, entraînent, suivant nous, à l'égard de ceux qui les exercent, une RESPONSABILITE indéniable. Libres de choisir... soit, mais responsables de leur choix... Si le droit commun était appliqué, le Tuteur ne pourrait transiger « au nom du mineur, qu'après avoir reçu l'autorisation du Conseil de Famille et l'avis de 3 Jurisconsultes désignés par le Procureur de la République ». La transaction n'aurait de valeur qu'autant qu'elle serait ultérieurement homologuée par le Tribunal de Première Instance... et les arrêts rendus en cette matière prouvent assez que de tels actes graves ne peuvent être faits qu'exceptionnelle-

(1) Soit 28, si l'on tient compte du cours coté en Bourse. La Rente 6 % est à 87 environ.

ment et dans l'Intérêt du mineur. C'est un pis-aller nécessaire.

L'abandon de 75 % du montant d'une créance sous prétexte de transaction serait, devant n'importe quelle juridiction, considéré comme nuisible et, sans nul doute, comme une *Faute* de la part d'un gérant. Dans ces conditions, pourquoi n'admettrions-nous pas que la responsabilité des Protecteurs des Incapables fût en cause lorsqu'ils sont amenés à exercer les droits et actions de la loi du 17 Avril 1919 ?

Cette solution serait juste et bien fondée. Juste, parce que la Responsabilité est le corrolaire de la Liberté ; bien fondée parce qu'elle est certainement dans le cadre du droit commun et, de plus, conciliable avec l'esprit et la lettre de la loi du 17 Avril 1919. En effet, l'article 25 — fondamental — indique avec netteté que « l'exercice des droit et actions s'effectuera suivant les règles du *Droit Commun*, sous réserve des modifications apportées par la loi. Cela veut dire, selon nous, que les Représentants des Incapables restent soumis aux règles du Code Civil, en ce qui concerne leur gestion. S'ils ont la *Faculté* de choisir, avec l'autorisation du Conseil de Famille, entre plusieurs modes de réparation ou de paiement, ils ont le *Devoir*, l'*Obligation* de se décider en faveur de celui qui leur paraît, qui semble aux bons pères de famille qu'ils doivent être, le plus avantageux et susceptible de donner les résultats les meilleurs. Ils sont responsables des *Fautes graves* de gestion, par application des article 469, 488, 509, 389, du Code et les garanties accordées aux Mineurs sous forme d'hypothèque légale, grévant leurs immeubles subsistent. Lésé dans son patrimoine, l'incapable, au moment de sa majorité, ou de la cessation de son incapacité, pourra contester les comptes de Tutelle soumis à son approbation et intenter l'action en Responsabilité du Tuteur, prévue par l'article 475 du Code.

Voyons maintenant s'il ne serait pas possible de supprimer, ou tout au moins d'atténuer cette responsabilité.

Il serait vain de s'appuyer sur l'autorité de la loi du 17 Avril 1919 ou sur les Travaux préparatoires. La question de responsabilité n'est pas réglementée spécialement par la loi, et M. Reynald, rapporteur à la Commission du Cépat, spécifia clairement que « *pour l'application de la loi, le Droit Commun reprenait son empire.* » D'ailleurs, le contraire serait invraisemblable et inique. Serait-il juste, en effet, que le législateur se fût efforcé de sauvegarder les droits et les intérêts des nu-propriétaires, des usufruitiers, emphytéotes, bénéficiaires de promesses de vente (art. 10) ; de protéger les créanciers hypothécaires et antichrésistes, les Titulaires de droit réel, d'usage et d'habitation, les locataires enfin et qu'il permît, légalisât en quelque sorte, la LÉSION causée aux Incapables, le cas échéant, par la mauvaise gestion de ceux qui ont pour mission d'agir en leur nom ou de les conseiller ? Serait-il équitable d'empêcher le mineur, l'absent, l'interdit, l'aliéné, de s'élever plus tard contre des actes que, majeurs ou sains d'esprit, ils seraient fondés à faire annuler ? La personne majeure et normale, ne peut-elle pas faire rescinder un partage lorsqu'elle se trouve lésée de plus du quart ou la vente d'un immeuble en cas de lésion supérieure aux 7/12 ? Et le mineur ne pourrait pas réclamer contre une décision qui lui causerait une perte de 75 %. Si le gérant d'une maison de commerce, si le fondé de pouvoirs d'une banque commettaient de telles fautes, ne pensez-vous pas que le Propriétaire ou le Conseil d'Administration seraient parfaitement en droit de les poursuivre et d'exiger des dommages-intérêts ?

La Responsabilité des Représentants des Incapables n'est donc pas couverte par la loi. Elle ne l'est pas davantage par la prétention qu'ils pourraient avoir de

l'ignorer, cela non par application du principe abstrait « nullus censetur ignorare legem », mais simplement parce que la *Faute grave* existerait indépendamment de l'interprétation de la loi. La Faute consiste en l'espèce, en une Abstention volontaire, c'est, si l'on veut, une *Faute d'Omission*, aussi répréhensible civilement que celle qui proviendrait d'un fait positif.

« Vous, Tuteur, dira le mineur, vous pouviez obtenir des indemnités destinées à réparer intégralement mes immeubles, à racheter les marchandises et les meubles que je possédais en 1914, et, par incurie, négligence ou incapacité, vous ne les avez pas exigés, vous ne les avez pas demandés : vous me causez un tort, ce tort doit être réparé ». Il doit être réparé non pas seulement parce que « chacun est responsable du dommage causé par sa négligence, son fait ou son imprudence », mais parce que vous, Tuteurs, membres du Conseil de Famille, Administrateurs légaux ou judiciaires, héritiers présomptifs des Absents (assimilés aux Dépositaires), vous devez — c'est votre *Mission* — administrer en *Bon Père de Famille les biens qui vous sont confiés.* » (1). Il ne servirait à rien non plus aux Tuteurs et aux Administrateurs de se retourner contre le Conseil de Famille, si ce n'est peut-être à lui faire partager leur propre responsabilité. (2).

Un moyen bien supérieur consisterait à invoquer le « non possumus ». Je reconnais très bien, dirait le Tuteur, l'intérêt qu'il y aurait à faire reconstruire les immeubles de mon pupille ou à remettre en marche son commerce ou son industrie, mais, pris moi-même par mes propres affaires, domicilié dans une région éloignée, il ne m'est pas possible d'entreprendre une

(1) Article 450.

(2) Cf Demolombe VIII n° 118 s.

Laurent V. n° 166. Caen 11 février 1888 D. 88-2-315, Rennes 8 janvier 1897, S. 97-2-127, D. 97-2-365.

telle œuvre qui dépasse le cadre de la simple gérance. Ad impossibile nemo tenetur...

Certes, semblable raison a sa valeur. Peut-être des situations de ce genre ne se présenteront-elles pas très souvent, les Représentants des Incapables étant pour la plupart eux-mêmes originaires des pays dévastés ou propriétaires de biens situés dans ces régions.

Il y aurait lieu, croyons-nous, de *distinguer*, dans ce cas, l'*Impossibilité Absolue* de l'*Impossibilité Relative*, la première seule étant de nature à supprimer ou tout au moins à atténuer la responsabilité des Administrateurs. Les exemples d'impossibilité absolue sont d'ailleurs rares. S'il s'agit, en effet, de faire reconstruire une maison, ce qui est le propre d'architectes et d'entrepreneurs, il ne saurait être question d'invoquer la force majeure, car il est relativement simple de passer un contrat « ad hoc », et, par quelques visites opportunes sur les lieux, de surveiller les travaux en cours. Il est facile aussi de racheter des meubles ou de souscrire à la Conversion des Certificats de Créance en Titres de Rente. Au contraire, s'il s'agit de rétablir une maison de commerce, une exploitation agricole, industrielle, s'il est nécessaire de procéder à des achats de terrains (ex. : par suite d'expropriation), nous sommes alors en présence d'une situation de *Fait* susceptible d'influencer raisonnablement la décision à prendre et, en outre, à la justifier. Encore, pour être valable, cette sorte d'excuse supposerait que tous les *Moyens* mis par la loi à la disposition des sinistrés aient été employés, tous les procédés permettant d'affecter les sommes allouées pour Biens Meubles à des Constructions.

Et d'ailleurs, pourquoi les Représentants des Incapables ne demanderaient-ils pas, DANS TOUS LES CAS, des Titres de Remploi, dont les frais supplémentaires pourraient bien être utilisés dans l'avenir par les Incapables eux-mêmes ?

Ainsi donc les deux points sur lesquels reposent, en définitive, la responsabilité des Représentants des Incapables, sont les suivants : Liberté et Intelligence du Choix du Mode de Réparation. S'il y a impossibilité absolue, la responsabilité n'est pas en jeu, dans le cas contraire, elle résultera de la gestion elle-même, elle sera appréciée suivant la valeur, la médiocrité ou la stupidité des décisions prises. (1).

Ajoutons tout de suite que les Tribunaux ne pourront pas être très sévères contre les Tuteurs et les Administrateurs, étant donné les difficultés générales avec lesquelles les sinistrés se sont trouvés aux prises.

Il résulte de cet exposé que les Incapables lésés auront peu de chances, en actionnant en dommages-intérêts leurs Représentants, d'obtenir la réparation au préjudice causé. Auraient-ils plus à gagner en recourant contre l'Etat ?

Certainement non, car sa responsabilité est purement morale. Le recours constitutionnel, en effet, aboutirait à l'échec le plus certain, puisqu'en France la loi est souveraine. D'autre part, il serait impossible d'attaquer des décisions des Juridictions des Dommages de Guerre parce que ce sont des actes de Justice et que la recevabilité du recours en annulation pour lésion d'intérêts, implique que l'acte incriminé présente les caractères d'*Acte administratif*, proprement dit, c'est-à-dire d'une décision exécutoire rendue par la puissance publique. A cette fin de non-recevoir tenant à la nature de l'acte, viendrait, si cela était nécessaire, s'ajouter celle qui résulterait de l'inobservation des délais (2 mois francs). Par conséquent, la Responsabilité de l'Etat n'est pas effectivement engagée. Mais s'il est

(1) Les Tribunaux sont investis en cette manière (fautes des Tuteurs) de larges pouvoirs d'appréciation.

Les circonstances exerceront le plus souvent sur leurs décisions une influence prépondérante. Cf Baudry, Droit Civil 2^e édition n^o 622.

avéré que les mesures prises par lui pour assurer la protection des Incapables sont insuffisantes, sa responsabilité Morale n'est-elle pas engagée ? La mission de l'Etat, en effet, ne consiste-t-elle pas à défendre la Faiblesse contre l'emprise de la Force, d'assurer la Justice et de faire régner l'Ordre ? Permettre que les Incapables soient lésés au moment précis où ils auraient besoin particulièrement d'être guidés et défendus n'est-ce pas une violation de cette mission ?

Nous appuyant sur les développements précédents, pourrions-nous, sincèrement, prétendre que la *Défense des Incapables n'est pas assurée par la loi du 17 Avril 1919* ? Ce serait absolument exagéré. Nous pensons, au contraire, que l'application intelligente de la loi et surtout de son esprit, pourrait combler les lacunes du texte et de la lettre.

Avant d'exposer notre point de vue, nous devons écarter deux doctrines qui nous paraissent également insuffisantes.

La première, tout en reconnaissant que la loi n'est pas parfaite, s'accommode très bien de ses dispositions. Elle allègue que la justice humaine est, par définition, imparfaite et relative et que, par conséquent, il serait vain de vouloir faire mieux. « A quoi bon poursuivre des chimères ! La loi existe, fonctionne, n'y touchons pas ! ».

Ce « laissez faire, laissez passer », en matière législative, n'a même pas le mérite d'éviter les complications futures, malgré ses apparences conciliantes. En effet, supposons que dans quelques années, tel Tuteur soit condamné par un Tribunal à réparer les dommages causés par sa mauvaise gestion envers son pupille, ce jugement ne serait-il pas le point de départ d'une foule de procès pénibles et difficiles ?

La Seconde Doctrine est beaucoup plus sérieuse. Voulant assurer, à tout prix, la protection des Incapables, elle n'hésiterait pas à employer des moyens

énergiques pour arriver au résultat. C'est ainsi que, suivant elle, les Tuteurs ou Administrateurs devraient être mis en demeure de souscrire aux modalités les plus complètes et les plus avantageuses de Réparation et de Paiement. Il leur serait, par exemple, interdit de souscrire aux Titres de Rente 6 %, car, ce faisant, ils renoncent à 15 % du montant de la créance, etc... Nous admettons bien volontiers que cette manière de voir est juste, généreuse, sérieuse, juridique même, mais nous ne croyons pas pouvoir l'accepter. Les moyens qu'elle préconise sont trop draconiens et ne tiennent pas assez compte de la réalité. Ils aboutiraient à l'instauration d'un régime de gestion *Forcée*, priveraient même dans certains cas l'incapable des mesures avantageuses que la loi du 17 Avril 1919 ou les lois postérieures (23 Juillet 1921, 31 Juillet 1920, etc.), ont adoptées en faveur des sinistrés et que la plupart d'entre eux ont jugé intéressantes.

Aussi, notre point de vue est le suivant :

Les mesures de protection les plus efficaces en faveur des Incapables, doivent consister dans l'*Examen approfondi*, par des membres des Tribunaux de Dommages de Guerre et des Agents Administratifs, des demandes qui sont présentées devant eux. Le tribunal doit être l'*Organe protecteur* des Incapables. Il en a le droit, il en a les moyens. Si, après une conciliation intervenue devant la commission cantonale, le dossier concernant l'Incapable est soumis à son homologation, la règle — nous l'avons vu au Chapitre Premier — est fixée par l'article 25 et par la Jurisprudence de la Commission Supérieure : le Tribunal homologue ou *refuse d'homologuer* la décision intervenue. Si la demande d'indemnité ou le mode de réparation souscrit ne lui semble pas de nature à sauvegarder suffisamment les intérêts des Incapables, il a le pouvoir, et de plus, il a le *Devoir* de refuser l'homologation. S'il acceptait les chiffres proposés, sans

doute son homologation serait valable, quoique contraire à l'esprit de la loi, mais l'Agent de l'Etat *devrait pouvoir* (ce serait à souhaiter que de semblables recours fussent acceptés), faire appel devant la Commission Supérieure. Il remplirait là le rôle de Ministère Public attentif, soucieux d'empêcher l'injustice.

Evidemment, le défaut de la solution que nous proposons résulte de son inefficacité à l'égard des décisions déjà prises.

Mais même à ce reproche exact, nous répondrons que certainement les Tribunaux de Dommages de Guerre ont, pour la plupart, compris le rôle qui leur est dévolu depuis longtemps. En outre — à moins d'admettre une nouvelle intervention législative avec effet rétroactif, ce qui nous paraît difficile — les autres doctrines proposées ne nous paraissent pas plus efficaces à ce sujet.

Pour l'instant, il importe, donc, avant tout, que les Tribunaux et les Agents de l'Etat s'efforcent, par leur action de contrôle, par leurs conseils, d'obtenir (de leurs représentants), des demandes d'indemnités et des projets de réparation propres à sauvegarder les intérêts des Incapables. Leur attention, ainsi que celle des Juges de paix appelés à présider les Conseils de Famille, devrait être attirée fréquemment sur l'importance de leur rôle et sur les moyens mis à leur disposition pour remplir efficacement leur importante mission. (1).

(1) A ce sujet il eût été utile de préciser un modèle de délibération du Conseil de Famille à l'effet d'autoriser le Tuteur à présenter les dossiers des Incapables, et de ne pas laisser à l'imagination des Juges de Paix le soin de les rédiger souvent en termes dangereux et obscurs.

SECTION B

Le choix du mode de paiement.

— Acte de disposition

L'acte par lequel le représentant de l'Incapable se prononce au sujet du Choix du Mode de réparation en général (remploi, non emploi, reconstitution ou réinvestissement), constitue certainement, comme nous l'avons vu, un Acte de Disposition. Mais, dans le choix des modalités de Paiement, ne sera-t-il pas amené aussi à prendre des décisions graves, sérieuses, importantes, dépassant de beaucoup le cadre de la *simple administration* ? Accepter en paiement des Titres de Rente ou des versements échelonnés sur plusieurs années, adhérer à un groupement de sinistrés en vue de contracter des emprunts, consentir à faire partie d'une Coopérative, ne sont-ce pas là, des moyens destinés à faire un usage définitif de la Créance ? Pour emprunter, nover, entreprendre, dans la vie courante, il est certes indispensable de réfléchir, d'étudier, de peser le pour et le contre, d'envisager sérieusement les inconvénients et les avantages possibles. Le Code Civil (articles 438, 457, 467, 484, etc.), n'oblige-t-il pas le Tuteur, le Mineur émancipé, l'Administrateur, à se munir, en pareil cas, d'autorisations spéciales ? N'est-ce pas la preuve évidente qu'il s'agit là d'Actes de Disposition ?

Après avoir donné un aperçu succinct des lois des 23 Juillet 1921, 31 Juillet 1920, et 15 Août 1920, nous examinerons dans quelles conditions elles peuvent être utilisées par les Représentants des Incapables.

LA LOI DU 23 JUILLET 1921 permet aux Sinistrés de demander « en paiement de l'Indemnité Totale (perte subie et frais supplémentaires), allouée en répa-

ration des meubles de la 4^e catégorie, (mobilier de l'habitation, meubles meublants, literie, lingerie, effets personnels, objets d'agrément, dont la valeur, pour chacun ne dépassait pas, en 1914 : 3.000 francs), la remise de Titres de Rente Française, à concurrence de 85 % de cette indemnité ». Elle semble motivée par le raisonnement suivant, exposé par M. des Rotours : « S'il y a un emploi indispensable par-dessus tout à la reconstitution des régions dévastées, c'est bien le emploi en matière immobilière ; le emploi mobilier, lui, est beaucoup moins important, il n'est qu'accessoire (ceci est exagéré à notre avis), car si vous obligez à la reconstitution des immeubles et à l'incorporation des immeubles par destination qui doivent y être joints, la reconstitution sera assurée, puisque le sinistré devra fatalement se procurer les meubles nécessaires. Il aura donc satisfait au vœu de la loi ». (1). A un autre point de vue, si le emploi est facile à constater, parce que son objet subsiste, le emploi mobilier prête à tous les subterfuges. Même lorsqu'il est effectué, son objet peut disparaître, car rien ne s'oppose lorsque les meubles sont acquis et les factures justificatives présentées, à ce qu'ils soient aliénés. Les mesures nouvelles, en dispensant le sinistré des formalités très compliquées de justification du emploi en matière mobilière, lui évite tous ces inconvénients.

LA LOI DU 31 JUILLET 1920, elle, a pour but de rendre facilement *Mobilisables* les indemnités égales ou supérieures à 1.000.000 de francs en perte subie en autorisant les attributaires d'indemnités égales à ce chiffre (individus ou groupements), à recevoir pour tout ou partie des sommes qui leur sont dues, un paiement par *Annuités* en nombre égal à 15 au moins et 30 au plus. Suivant les dispositions de

(1) Voir page suivante.

l'article 154 de cette loi, il est remis aux propriétaires, des Titres Nominatifs munis de coupons correspondant à la valeur des annuités. Mais l'intérêt qu'il y a à recevoir *immédiatement* des Titres de ce genre, consiste dans la possibilité donnée aux attributaires, d'émettre des *Emprunts* gagés sur le montant des dites annuités. Nous avons assisté, et nous assistons encore actuellement au placement d'emprunts de ce genre (Houillères, Industrie Sucrière, Grosse Métallurgie, Industrie Alsacienne, Diverses Unions Coopératives, etc.), réalisés sous forme d'émissions de Bons ou d'Obligations. En garantie du Service des Intérêts et de l'amortissement, les Sociétés Civiles d'Obligataires reçoivent les Titres d'Annuités délivrés par l'Etat. S'il est inutile d'insister sur les avantages évidents d'une telle mobilisation des Créances, il y a lieu toutefois d'observer qu'elle est de nature à entraîner une réduction assez sensible du montant des sommes qui peuvent être consacrées au emploi par suite des frais d'émission et du Taux de l'emprunt.

LES COOPERATIVES, réglementées par la loi du 15 Août 1920, pourraient rendre enfin, de grands services aux Sinistrés. Elles se présentent sous forme de Sociétés, groupant un certain nombre de propriétaires qui, par la *Mise en commun* de leurs droits, cherchent « à faciliter la reconstitution de leurs biens détruits ». Notons, en passant, qu'au point de vue Juridique, la Coopérative procède et de la Société (assemblées, mise en commun), et de l'Association (interdiction du but de lucre).

Après ce court exposé, demandons-nous s'il serait logique, pratique, utile, d'empêcher les Incapables de bénéficier des dispositions des lois en question, et, qui

(1) Proposition de M. des Rotours et de ses Collègues. J. O. 22 avril 1921. Débats Parlementaires, Chambre p. 1857.

plus est, s'il serait avantageux de refuser toute transaction, tout rabais sur les sommes dues ? Ce dernier procédé, si généreux soit-il, ne nous convainc pas. Au contraire, dans l'intérêt même des Incapables, leurs représentants doivent être admis à bénéficier des mesures législatives avantageuses. *Ils peuvent, sans aucun doute, demander la Conversion des Certificats en Titres de Rente*, pour plusieurs raisons. Une telle manière de faire, en effet, nous paraît assez conforme aux règles du Code Civil. Le Tuteur ne doit-il pas, généralement, dès son entrée en fonction, faire vendre aux enchères le mobilier de son pupille, considéré, à juste titre, comme une valeur improductive et détériorable ? (art. 452). De plus, en pratique, les Tuteurs ou Administrateurs sérieux n'emploient-ils pas les fonds disponibles des Incapables à des achats de Valeurs sûres, particulièrement de Rentes Françaises ? Par conséquent, en souscrivant aux dispositions de la loi du 23 Juillet 1921, ils se rapprochent nettement du Droit Commun. Il reste, c'est vrai, le rabais consenti. Mais les avantages demeurent, malgré lui, fort intéressants. Au lieu d'attendre des acomptes échelonnés sur une longue période de temps (ce qui est vrai surtout pour les dommages importants, et ce qui sera encore plus actuel à la suite du nouveau système prévu pour 1923, limitant à 3 milliards le montant des paiements à effectuer au Titre des Dommages Mobiliers, en Obligations Décennales), dont le paiement, à partir du premier acompte de 25 %, est subordonné à des justifications de remploi souvent difficiles à produire, le sinistré recevra, *rapidement*, des Titres de Rente sur l'Etat, portant intérêt à des échéances fixes. Les arrérages ainsi perçus plus tôt, compenseront souvent la perte de 15 % consentie. « Je pourrais citer, écrivait M. des Rotours, de nombreux cas où l'obligation de remploi aboutit à des conséquences très fâcheuses au point de vue de l'intérêt individuel du Sinistré, sans que — ce

dont nous devons nous préoccuper — ces inconvénients soient compensés par une utilité sociale. »

C'est le cas des Sinistrés ayant perdu leur mobilier par suite de dommages de guerre, qui se trouvent en possession d'un autre mobilier pour une cause quelconque, par suite de succession, de mariage ou pour toute autre raison. C'est le cas également des sinistrés qui, ayant gardé leur mobilier, sont les ayants-droits d'un autre possesseur de créances (pour dommages mobiliers). D'ailleurs, supposons que, n'ayant pas besoin raisonnablement d'un mobilier important, vous soyez contraint à le racheter, vous seriez lésés bien souvent par la vente ultérieure que vous voudriez faire, puisqu'il est prouvé que la valeur vénale d'un objet, même neuf, ne correspond pas à la valeur d'achat. Achetez, par exemple, une Salle à manger, aujourd'hui, 3.000 francs chez le marchand, et faites l'essai de la revendre le lendemain : vous serez édifiés à cet égard. Pour toutes ces raisons, nous approuvons entièrement la loi qui permet de ne pas forcer les Sinistrés « à devenir brocanteurs et à transformer leurs maisons en garde-meubles », tout en leur assurant un règlement d'indemnité juste et équitable.

S'ils sont libres d'accepter de la Rente en paiement, les Représentants des Incapables pourront-ils, aussi facilement, *adhérer aux Coopératives*, demander des versements par annuités et emprunter sur les Titres remis ? Cette question est plus complexe. L'adhésion aux Coopératives est admise par application de l'article 20 de la loi du 15 Août 1920, ainsi libellé : « *peuvent adhérer aux Coopératives, les Incapables dûment autorisés* ». La décision prise à cet égard est importante, car s'il existe des Coopératives sérieuses, il en est de mal dirigées. Si, bien gérées, elles réussissent à reconstruire vite les Immeubles détruits, nous ne pourrions que féliciter les Directeurs et les Adhérents ! Mais dans le cas contraire, que d'ennuis en perspec-

live ! (1). Il y a toujours, quoi qu'on en dise, un certain aléa, un certain risque, à mettre en commun de nombreux intérêts dans une Société où les volontés de la majorité s'imposent, où le Conseil d'administration agit pour le compte des membres, passe des contrats, fait exécuter des travaux, représente la Société en Justice, même si les Administrateurs demeurent responsables civilement à la fois des infractions aux lois et des *Fautes lourdes* (art. 6), commises dans l'exercice de leurs Fonctions. Nous persistons à penser que l'acte par lequel le Représentant adhère à une Coopérative, constitue un *acte de Disposition*, puisque sa nature (2), ses caractéristiques, ses conséquences, la loi elle-même (art. 20), portent à le considérer comme tel. Les adhésions sont donc, admissibles, mais (c'est une question d'espèce), à condition que les Administrateurs et Tuteurs, prennent, en dehors de l'autorisation prévue par l'article 20, tous les renseignements utiles auprès de personnes qualifiées et sérieuses, telles que les Officiers Ministériels et les Architectes agréés par l'Etat, avant de s'engager dans cette voie. De cette façon, si, malgré les précautions prises, un préjudice s'en suivait, aucune faute ne pourrait leur être reprochée, et partant, leur responsabilité ne serait plus en cause.

De telles considérations et solutions peuvent-elles être admises lorsque le Représentant de l'Incapable décide de *passer avec l'Etat une Convention de Paiement par*

(1) Il est regrettable de constater que bien souvent seuls les Administrateurs des coopératives profitent des avantages qu'elles devraient procurer à tous les adhérents.

Ces bons apôtres construisent des châteaux pour eux-mêmes pendant que leurs associés attendent désespérément la construction de leurs modestes habitations.

(2) L'adhésion à une Coopérative revient à donner un mandat de gestion de l'indemnité à un tiers, à charge de rendre compte, et la solution pourrait par conséquent être cherchée du côté des pouvoirs du tuteur en matière de mandat.

annuités dans les conditions prévues par la loi du 31 Juillet 1920, ou d'adhérer à un groupe emprunteur ? Il y a certainement une différence entre ces deux Actes de Disposition. Le premier, en effet, a pour résultat de transformer une créance pure et simple (1) (quoique conditionnelle en ce qui concerne les frais supplémentaires), en une Créance à terme (termes successifs). On ne peut tout de même pas prétendre qu'il n'y ait une Novation, car la modification entraînée ne porte que sur une simple modalité affectant l'exécution de l'obligation plutôt que sa constitution. (2). Ce n'est pas une nouvelle dette, un nouveau rapport juridique qui s'établit, c'est l'ancien qui reçoit son accomplissement un peu différemment, un peu plus tard. Il n'en serait pas de même si le changement consistait dans l'adjonction ou la suppression d'une Condition qui affecterait l'existence de la créance. Il n'en faudrait pas conclure pour cela que le Tuteur fût dispensé d'autorisation, car s'il est vrai que l'article 25 de la loi du 17 Avril atténue ou simplifie certaines règles du droit commun, ses dispositions sont spéciales, et ne doivent pas être appliquées aux lois ultérieurement promulguées (si ce n'est lorsqu'elles sont destinées à remplacer le texte primitif). Or, la loi du 31 Juillet 1920 (art. 152), porte une innovation, par conséquent, pour en bénéficier, il faut se conformer aux règles du droit commun. Et comme il nous paraît, d'autre part, impossible de classer parmi les actes de simple administration celui par lequel un créancier donne des délais de paiement à son débiteur ou trans-

(1) Nous devons ajouter, bien entendu, qu'elle n'est pure et simple qu'autant qu'on opte pour le remploi. Encore ne peut-on se faire payer entièrement qu'après production de justifications qui, ordinairement, ne peuvent être remises qu'après un délai.

(2) Cf. Droit Civil de M. le Pr. Planiol la Novation Tome 2 page 529 édition 1921.

forme en dette à terme une dette exigible, nous devons conclure à la nécessité de l'autorisation du Conseil de Famille en pareil cas.

Le *second acte* auquel nous faisons allusion, est constitué par l'adhésion à un groupement emprunteur. L'emprunt a toujours été considéré comme dangereux. Il est quelquefois nécessaire, mais le mieux n'est-il pas de s'en passer ? Spécialement, le Code Civil le regarde avec méfiance et renforce à cet égard le contrôle des organes protecteurs. Relisons l'article 457 : « Le Tuteur, même le Père ou la Mère, ne peut emprunter pour le Mineur sans y être autorisé par le Conseil de Famille. Cette autorisation ne devra être accordée que pour cause d'une *nécessité absolue* et d'un *avantage évident*. » L'article 483, applicable aux émancipés, n'est pas moins strict : « Le mineur émancipé ne pourra faire d'emprunt *sous aucun prétexte* sans une délibération du Conseil de Famille, homologuée par le Tribunal de Première Instance, après avoir entendu le Procureur du Roi ». Des mesures analogues sont prises en ce qui concerne les Prodiges (art. 513), les Interdits (598), les Aliénés (125). En se *conformant aux règles du Code Civil, mais en s'y conformant seulement, la loi du 31 Juillet leur est applicable*. C'est toute justice, car, entre les emprunts « à blanc », qui appauvrissent et grèvent le patrimoine de ceux qui les contractent, et les emprunts de mobilisation dont nous parlons, destinés avant tout à créer des richesses, il y a une différence considérable. Elle n'est pas telle, cependant, qu'on puisse considérer ces derniers comme de simples mesures d'administration, tout d'abord parce qu'ils sont subordonnés à l'acceptation du Paiement par Annuités — comme nous l'avons vu — ensuite, parce que le taux d'emprunt sera supérieur au taux de l'intérêt servi par l'Etat généralement, enfin, parce que si une échéance n'était pas servie à temps par l'Etat — simple hypothèse — les emprunteurs seraient peut-être obli-

gés d'assurer eux-mêmes le service de l'intérêt. (1).

En résumé, toutes les lois dont nous venons de parler peuvent être avantageuses et intéressantes. La règle à suivre par les Tuteurs et les Administrateurs ne peut pas se formuler *en principes catégoriques*, ni se présenter sous forme de commandements impératifs. A part les conséquences nuisibles de fautes grossières dont ils pourraient être comptables, leur responsabilité est à l'abri. Le bon sens est bon guide en cette matière de gestion pratique, ce qui n'empêche pas la valeur des conseils. Tout homme peut se tromper — *errare humanum est* — et l'on ne saurait reprocher à qui que ce soit, de n'avoir pas toujours entièrement réussi et, en toutes circonstances, obtenu les avantages les plus marqués.

SECTION C

Droit de cession des créances

Si les actes envisagés jusqu'ici ne présentaient pas, à première vue, les caractères de l'Acte de Disposition, cela tenait à leur originalité, à leur nouveauté, à leur complexité. Au contraire, la CESSION d'une CREANCE, au même titre que la vente d'une maison ou d'une valeur, ne laisse place à aucun doute. Partisan du remploi facultatif, le législateur de 1919 ne pouvait pas, sans être en contradiction glagrange avec ses propres idées, obliger le Sinistré attributaire de Certificats de Créance, à les conserver indéfiniment, et quelquefois même à vivre misérablement faute de pouvoir les réaliser. Aussi, la loi autorisa-t-elle, en principe, la *Vente*

(1) Voir l'article 3, de la loi du 24 mars 1921 étendant à l'adhésion aux groupements de sinistrés, les règles fixées par l'article 4, de la loi du 21 Juin 1865.

des Droits (art. 49). Mais elle ne pouvait pas non plus donner pleine liberté en cette matière, sans occasionner, par le fait même, de graves injustices, préjudiciables aux *cédants*, à *leurs créanciers* et aux *régions dévastées elles-mêmes*. Les débiteurs de mauvaise foi auraient été trop heureux, de pouvoir, en vendant leurs titres, se soustraire aux obligations d'avant-guerre et de frustrer leurs créanciers des garanties consenties sous forme d'hypothèques, de privilèges, de promesses. Ils auraient été satisfaits de pouvoir dire à ceux envers lesquels ils s'étaient obligés : « La guerre nous libère complètement de nos engagements passés ». Sagement, la loi a spécifié que les créanciers privilégiés, hypothécaires ou antichrésistes, les usufruitiers, les emphytéotes, les titulaires d'un droit réel d'usage ou d'habitation, les bénéficiaires d'une promesse de vente, auraient leurs droits reportés sur la chose reconstituée ». De plus, en cas de non-emploi, « les créanciers privilégiés », hypothécaires ou antichrésistes, ainsi que les créanciers chirographaires et les bénéficiaires des promesses de Vente, pourront, avec l'*Autorisation* du Tribunal Civil, donnée en Chambre du Conseil après avis du Ministère Public (le débiteur entendu), et en souscrivant aux conditions de emploi, être *subrogés* dans les droits attribués à ce dernier pour la reconstitution de leur gage ». Afin d'assurer le bénéfice de ces dispositions, une action leur est réservée, qui peut être exercée deux mois après la mise en demeure faite au débiteur. Enfin, dans le cas où débiteurs ou créanciers sont d'accord pour ne pas reconstituer leurs biens détruits, l'indemnité leur est attribuée suivant leur rang.

S'il est important de sauvegarder les droits des Créanciers, il est non moins utile de protéger ceux des Cédants. Peut-être la nécessité, la misère, la gêne, pousseront-elles les plus intéressants parmi les refusés — les plus misérables aussi — à vendre à vil

prix leurs Titres de Créance. Si seulement ces aliénations profitaient à l'Etat (acheteur de Droits) (1), ce ne serait qu'un demi-mal, mais la plupart du temps, elles ne servent qu'à doubler la fortune de Spéculateurs français ou étrangers, et de Sociétés puissantes. Il était donc utile de protéger les Victimes de la Guerre contre les Profiteurs de la Paix, et rien ne pouvait, à cet égard, être plus opportun, plus efficace, que le Contrôle de la Justice, tel qu'il est exigé par l'article 49 (la validité de la Cession est subordonnée à l'*autorisation motivée* du Tribunal Civil).

La Réglementation du *Droit de cession* a d'ailleurs varié depuis 1919. Des modifications apportées à l'article 49, tendent à mettre au grand jour les négociations souvent occultes et spéculatives, profitables aux seuls coquins. L'article 7 de la loi du 30 Avril 1921, obligeait les intéressés à faire insérer au « Journal Officiel », un extrait de la requête présentée, indiquant le Tribunal Civil saisi, les noms et prénoms ou la Raison Sociale, le domicile du cédant ou du cessionnaire, le lieu et la nature des dommages, le prix demandé, l'importance de l'indemnité accordée. La loi du 18 Juillet 1922, en abrogeant cet article, a repris dans son ensemble la réglementation de la question, en vue notamment de protéger contre l'exode des habitants, certaines communes ou certaines régions. Pour remédier à ce danger économique, elle autorise les Tribunaux à subordonner leur autorisation de vendre, à la condition que l'acheteur sera tenu d'effectuer le emploi dans un rayon même

(1) A signaler à ce sujet très intéressant article d'un auteur anonyme paru dans l'Economiste Français page 106 le 27-1 (23) sur les moyens de mettre terme à ces abus consistant à insinuer au profit de l'Etat un droit analogue à celui appelé en droit civil le retrait successoral (eu égard aux cessions).

(2) Cf. même sujet un article de M. Gontrand Gonnet Député reproduit par le Journal « L'Aisne » 10 Février 1923.

inférieur à 50 kilomètres en partant de lieu du dommage. Evidemment, pareille condition suppose que la cession serait préjudiciable aux intérêts des Communes ou des Régions, ce qui est soumis à l'appréciation de Commissions spéciales dans chaque département.

Toutes ces mesures de réglementation sont excellentes, mais ne peuvent, en aucune façon, nous renseigner *sur le fond même de l'importante question de la nature juridique des droits*. Il ne faut pas perdre de vue que la guerre a balayé, détruit, anéanti, avec des fortunes considérables, tous les éléments qui les composaient. Les obus et les mines, la dynamite et le feu, ont, en quelques années, voir en quelques heures, réduit en poussière : Meubles, Immeubles, Bétail, Marchandises, Titres, Valeurs, Objets utiles ou d'agrément ; et avec eux, toutes les constructions juridiques péniblement forgées, les garanties, les privilèges, les hypothèques, les gages, créés par l'effet de Contrats, de Testaments, de Donations, et, par la Loi elle-même. La perte de l'objet entraîne celle de la propriété, à un tel point que jusqu'au vote de la loi du 26 Décembre 1914 (art. 12), les ex-propriétaires, sont dans la situation de personnes sans biens. A cette date, le Parlement proclame, solennellement, le « Droit à la Réparation des dommages matériels résultant du fait de la guerre », mais ce droit obscur nécessitera de longues études avant de revêtir les caractères définitifs consacrés en 1919. (1).

La loi du 17 avril 1919 — le principe de réparation intégrale étant maintenu — régit le « Droit Nouveau ». Elle le déclare « cessible ». Cependant, sa nature juridique reste obscure. Est-il *Mobilier* ou *Immobilier* ? N'est-il pas différent suivant la nature

(1) Il est à noter que le droit à la réparation est, par l'effet retroactif de la loi, né au jour même de la DESTRUCTION des BIENS et au moment précis où le dommage fut causé.

ancienne des objets dont il assure la réparation ? Questions importantes, car il y a beaucoup d'intérêt à distinguer le caractère mobilier ou immobilier d'une action, et d'un droit, à cause des différences de procédure, de compétence, de sûretés, qu'une telle détermination entraîne. A cet égard, cependant, nous pensons qu'il n'y a pas de doute possible : *le Droit à la Réparation des Dommages de Guerre est mobilier* (1), quelle que soit la nature des Objets détruits. En effet, la loi, nulle part, n'a fait de distinction, et vu l'importance du sujet, il nous semble impossible que la Commission des Régions Libérées ait oublié de préciser son point de vue à ce sujet. Dans tous les cas, les indemnités attribuées constituent des *Créances de Sommes d'Argent*, elles sont *payables en Espèces* (Cf. art. 8, 44, 13). Toutes les expressions : *Avances*, *Montant*, *Paiement par Acomptes*, *Sommes*, indiquent nettement que l'indemnité est calculée et due en espèces. Cette expression se trouve même dans l'article 8. Sans doute, la *Dation en Paiement*, est possible, mais avec le consentement du Créancier (art. 46 : « Si les attributaires y consentent », idem pour les lois du 23 Juillet 1921), cela en conformité de l'article 1243 du Code Civil. Or, le droit qui a pour objet une *Somme d'argent* est bien *Mobilier*. Nous sommes ici en présence d'une des conséquences les plus curieuses du bouleversement apporté dans l'ordre juridique par la guerre, à savoir :

L'Ameublement général des Biens détruits, par l'effet de la loi (indépendamment des cas inverses

(1) En ce sens un Jugement d'Arras publié au Bulletin des Régions Libérées du 16 Décembre 1922, et articles de M. Royer dans le Journal des Notaires des 5 et 20 Janvier 1923. En sens contraire articles de M. Alexandrini cités dans la note du Bulletin qui suit le Jugement d'Arras.

où la loi transforme des « meubles » au sens du Code Civil, en « immeubles » par destination). (1). Cependant, les effets d'une telle conception, d'une semblable interprétation (importante surtout en ce qui concerne les Biens Dotaux des Femmes Mariées), ont incité des esprits fort distingués, à construire un système différent, basé sur la Distinction entre le droit accordé en réparation d'immeubles, et celui qui concerne les Meubles. Le droit serait *Immobilier* dans le premier cas *Mobilier* seulement dans le second. M. Alexandrini, critiquant récemment la Jurisprudence du Tribunal Civil d'Arras (lequel avait annulé une surenchère mise après l'adjudication d'un droit représentatif de dommagés immobiliers, pour le motif que la surenchère n'est pas admise en matière de Vente Publique de Meubles), (Cf. Cour de Cassation, arrêt du 18 Mars 1857), signale les inconvénients de cette solution. D'après lui, les créanciers hypothécaires du Cédant, inscrits sur les Immeubles détruits, seraient privés de leurs droits par les Créanciers hypothécaires du cessionnaire, inscrits sur le nouvel immeuble. Cet inconvénient n'arriverait pas, si la liaison était, en quelque sorte, établie, entre l'ancienne et la nouvelle propriété, si cette dernière reconstituée, représentait rigoureusement la première avec ses caractères et ses charges, car la continuité servirait les intérêts de tous.

Ce raisonnement — du moins du point de vue des intérêts des créanciers hypothécaires — ne nous semblerait fondé que si la loi abandonnait complètement ces derniers et faisait, elle aussi, table rase des *Droits acquis* par les Fiers. Or, il n'en est rien. Nous avons

(1) Ex. : mobilier attaché à une exploitation d'hôtels meublés, bateaux attachés à une usine sont considérés comme immeubles par destination spécialement par effet de la loi de 1919,

Le but poursuivi, dans l'espèce, est de permettre une plus juste et équitable réparation.

vu que l'article 10 protège les « créanciers hypothécaires », privilégiés, antichrésistes, et même les chirographaires et bénéficiaires de promesse de vente (ce qui est peut-être excessif). Ceux-ci pourront, en effet, en cas de non-emploi, obtenir (s'ils sont clairvoyants), une subrogation fort utile à la reconstitution de leur gage. Même en cas de cession, ils pourront avoir recours au Tribunal Civil, pour réclamer des mesures propres à sauvegarder leurs droits. Le Tribunal, saisi d'une demande de ce genre, sur les avis du Ministère Public et les preuves des intéressés, pourra très bien prendre une décision à cet égard. La nature d'un droit, d'ailleurs, ne doit pas être déterminée par les conséquences qu'il entraîne, à plus forte raison lorsque les conséquences fâcheuses ont été tempérées par les dispositions de la loi (1), comme nous venons de le voir. Des difficultés beaucoup plus sérieuses, surgiront en ce qui concerne le remploi des biens dotaux de la Femme mariée. (Cf. Section D.).

Nous admettons donc jusqu'ici la nature mobilière du Droit de Réparation avec toutes ses conséquences. C'est un Droit de Créance, qui peut se céder dans les conditions prévues par les articles 1689 et suivants du Code (sous réserve de l'article 49 de la loi et des modifications signalées). Le droit, nous avons vu ce que le Représentant de l'Incapable pouvait en faire quand il se décide à l'exercer.

Mais s'il juge à propos de le céder, le pourra-t-il facilement ? Il ne servirait à rien d'avoir pris toutes sortes de précautions pour rendre les dossiers des Incapables complets, pour sauvegarder leurs intérêts (par toutes les mesures décrites : homologations, délibéra-

(1) Il faut tenir compte de la subrogation réelle organisée par l'article 10, qui reporte les droits du créancier, soit sur l'indemnité elle-même, soit sur l'Immeuble reconstitué au moyen de cette indemnité.

lions, responsabilités en cause, intervention des Tribunaux protecteurs, Jurisprudence et Lois favorables), si, les indemnités, une fois fixées, pouvaient être vendues à vil prix sur le marché. La Vente à 32.000 francs d'un droit de 126.000 francs, serait presque aussi préjudiciable aux intérêts de l'Incapable que l'acceptation de la seule perte subie (30.000). Pour y remédier, nous suivrons, purement et simplement l'application du droit commun et de l'article 49, qui soumet l'aliénation du droit à l'homologation motivée du Tribunal Civil. Nous avons ici la meilleure garantie, celle de la Justice, qui couvre entièrement dans ce cas la vente réalisée. (1). Evidemment, la loi du 27 Février 1880, concernant l'emploi des deniers, doit être appliquée. Il est toutefois à noter que la portée de l'article 49 (2) dépasse les dispositions de la loi de 1880. Tandis qu'elle ne soumet, en effet, à l'homologation du Tribunal, que l'aliénation des meubles incorporels dépassant en valeur 1.500 francs, l'autorisation du Conseil de Famille étant suffisante autrement, l'article 49, au contraire, est général et s'applique pour toutes les sommes et à l'égard de tous les sinistrés, Incapables ou non.

Les partisans de la Défense absolue, diront peut-être qu'il eut été plus juste d'interdire, purement et simplement la vente des droits. Nous ne les suivrons pas dans cette voie. Nous cherchons simplement à sauvegarder les intérêts des Incapables. Le droit commun a placé des organes de protection, et même établi une sorte de *Hiérarchie* entre eux, le Tuteur ou l'Administrateur étant placé au premier degré, le Conseil

(1) C'est surtout en cette matière que des interventions législatives nouvelles provoqueraient de redoutables conflits d'intérêts

Il nous semble impossible, et de plus inutile de revenir sur ce qui a été fait et nous pensons que les Cessions faites avec l'autorisation du Tribunal Civil sont définitives (chose jugée).

(2) Article 49 de la loi du 17 avril 1919.

de Famille au second, enfin, au-dessus : Le TRIBUNAL CIVIL. Puisque la loi du 17 avril subordonne la Vente des Créances à l'autorisation de ce Tribunal, elle va au-devant de nos désirs, elle assure par cela même la plénitude de la protection habituelle. Pourquoi ne pas nous contenter de cette mesure de garantie ? Les Juges sont, par leur conscience et leur expérience, mieux placés que n'importe qui pour jouer, en définitive, le rôle important qui leur est dévolu. (1).

SECTION D

Difficultés résultant des régimes matrimoniaux applicables aux biens des femmes mariées

S'il était encore facile de résoudre les problèmes précédents par la combinaison des règles générales du Droit Commun avec les prescriptions spéciales de la loi de 1919, cela tenait évidemment à l'existence du système complet de Protection établi par le Code Civil, applicable à la fois aux meubles et aux Immeubles composant le patrimoine de l'Incapable. Les éléments nouveaux destinés à remplacer l'ancienne propriété entraient en quelque sorte dans un cadre prêt à les recevoir. Tout au contraire, lorsqu'il s'agit de réglementer les pouvoirs de disposition et d'administration de la Femme Mariée et de son conjoint, les difficultés se

(1) Le Propriétaire de Titres de Rente qui aurait besoin d'argent ne sera pas dépourvu de moyens de s'en procurer. Il pourra s'adresser à la Banque de France et demander une avance sur Titres (Service des Avances X...).

Les sinistrés peuvent donner en nantissement leurs Titres de Créance. Cf. Loi du 31 Juillet 1920.

multiplient à plaisir, rendant toute construction juridique fragile et incomplète. Elles tiennent, ces difficultés, tout d'abord à l'obscurité et à la complexité des textes constitutifs des *Régimes matrimoniaux* (les uns fondamentaux, les dominant tous, les autres spéciaux, applicables à certains cas en particulier). Il ne faudrait pas croire, en effet, qu'il existe entre eux des cloisons étanches permettant d'en fixer nettement les limites. Bien souvent, au contraire, les règles légales, elles-mêmes, sont modifiées par les clauses du Contrat de Mariage ; tel bien, dans la communauté conventionnelle, est dotal et inaliénable ; tels *Biens communs*, *Acquets*, se superposent au patrimoine dotal ; enfin, la loi de 1907 permet à la femme mariée d'acquérir, par le fruit de son travail, des Biens Spéciaux ou Réservés, pour lesquels pleine capacité lui est reconnue. A chaque catégorie déterminée, correspond une réglementation différente, concernant les Pouvoirs d'Administration et les Droits de Jouissance, ce qui n'est pas fait non plus pour simplifier la question.

Il semblerait, cependant, à première vue, que toutes ces difficultés dûssent se réduire à peu de choses.

N'avons-nous pas, en effet, si complexe soit-elle, une jurisprudence susceptible de nous guider ? La pratique habituelle ne peut-elle pas venir à notre secours, indépendamment de tous les éléments que le Contrat de Mariage, la loi et le Code nous fournissent ? De plus, ne sommes-nous pas en présence de Personnes Majeures, connaissant ou devant connaître leurs intérêts aussi bien ou mieux que personne, n'ayant pas besoin, en tout cas, autant que le mineur et l'aliéné, d'être défendues minutieusement ?

Toutes ces raisons ont une valeur plus apparente que réelle. En effet, s'il est nécessaire de se référer le plus possible aux enseignements usuels, il ne faut pas oublier que nous nous trouvons en présence d'une *Situation nouvelle*. Tous les biens, dotaux, para-

phernaux, communs, propres, réservés, inaliénables ou non, sont transformés en TITRES DE CREANCE ou Droits Mobiliers. Par le jeu de la libre volonté du propriétaire (Remploi facultatif sous réserve des droits du Mari) et suivant son choix, les biens nouveaux reconstitués pourront avoir une nature différente de celle des anciens. Si, en remplacement d'une maison, vous en reconstruisez une autre, il n'y aura rien de changé, mais si, demandant le réinvestissement, vous affectez vos indemnités à l'achat de marchandises commerciales, par exemple, vous transformez, par le fait même, un Immeuble en Biens Immobiliers. Le contraire se produira si vous employez les sommes provenant de la vente de vos Droits Mobiliers en achat d'immeubles. *Un cycle de transformations s'établit donc entre l'ancienne et la nouvelle propriété par l'intermédiaire des Droits de réparation*, et, la difficulté réside dans la Différence légale de réglementation des Biens, fondée sur la différence même de leur nature. Le Code Civil consacre en partie la Vieille distinction romaine entre le Meuble et l'Immeuble, et les mesures importantes ne concernent que les Immeubles. (« *res mobilis, res vilis* »). Comment, dans ces conditions, serait-il possible de concilier des idées divergentes, dont cependant il est nécessaire de tenir compte et que nous résumons en quatre propositions :

- 1° *Le Droit à la Réparation est mobilier ;*
- 2° *Il est nécessaire de laisser à l'intéressé le choix du mode de réparation et de paiement ;*
- 3° *Les Droits de jouissance du mari doivent être sauvegardés ;*
- 4° *Les Règles du Régime matrimonial sont applicables.*

Nous n'avons plus à revenir sur la première proposition : Le Droit à la Réparation est mobilier. Disons tout de suite, en ce qui concerne la seconde, que nous

sommes persuadés de la nécessité de maintenir le *Régime de liberté*. Les Sinistrés peuvent, à leur gré, remployer, réinvestir, reconstituer ou seulement se contenter de la valeur de 1914. Ils ont là une option à faire entre les modalités différentes dans la plénitude de leur volonté. De même, le Droit de *Cession* leur est accordé d'une manière absolument générale. Par conséquent, — en principe — par application des articles 3, 25 et 49, la Femme Mariée peut exercer tous ces droits, sous réserve, bien entendu, des *Règles spéciales* établies par la loi de 1919, ou, à leur défaut, de celles du Code Civil.

Or, la grande brèche apportée au droit réservé à la Femme de choisir le genre de réparation qu'il lui plaît, d'exercer toutes les actions de la loi et de poursuivre l'exécution des décisions rendues en sa faveur, réside dans le paragraphe 2 du 2^e alinéa de l'article 25 — texte difficile et fondamental — ainsi conçu : « *Les Modalités de Remploi devront respecter les droits de jouissance du Mari tels qu'ils résultent du Contrat de Mariage.* » Ainsi, lorsqu'en présence de cas concrets, en présence de manifestations explicites de volonté de la part de la femme exerçant son choix entre le Remploi, le Réinvestissement, ou le Non-Remploi, nous voudrions apprécier la légalité, le bien ou le mal-fondé de sa décision, nous devons nous poser cette question : « Le Projet présenté est-il de nature à respecter les Droits de Jouissance du Mari ? Si oui, nous l'acceptons ; si non, nous le rejetons ! »

Examinons maintenant quelques exemples pris parmi les divers régimes matrimoniaux et essayons d'en dégager des solutions appropriées. Ecartons tout d'abord les situations simples ou purement théoriques :

1^{er} EXEMPLE. — BIENS RESERVES de la Femme Mariée. (Loi du 13 Juillet 1907). (Liberté complète).

Une femme mariée acquiert, avant la guerre, sur le produit de son travail personnel, des meubles meublants, de la lingerie. La destruction de ces objets donne droit à la Réparation prévue par la loi de 1919. Cette femme peut ester en justice, se présenter devant la Commission Cantonale, faire tous les actes de procédure utiles ; à son gré, se contenter de la Valeur de 1914, demander des indemnités pour frais supplémentaires, réinvestir, ou Vendre ses Droits. Elle a donc, dans ce cas, tous pouvoirs et pleine capacité, à condition toutefois, de justifier par un moyen quelconque, qu'elle exerce bien une profession distincte de celle de son mari.

2^e EXEMPLE. — FEMME SEPARÉE DE BIENS (1).
— Dans le Régime de la Séparation de Biens, la femme conserve l'entière administration de ses biens meubles et immeubles et la jouissance de ses revenus. Comme il existe une Séparation des deux Fortunes, les règlements seront plus faciles. Chaque époux possède, en effet, ses biens propres et peut, suivant la jurisprudence, recevoir le remboursement de son Capital Mobilier, ou convertir ses valeurs nominatives en valeurs au porteur. Un des actes de disposition interdit, à la femme, par contre, consiste dans l'aliénation d'un immeuble sans l'autorisation du mari. Enfin, *la femme séparée de Biens, a l'obligation de contribuer aux charges du ménage dans les conditions fixées par le Contrat de Mariage* (1/3 de ses revenus si la somme n'est pas déterminée). En ce qui concerne la procédure et le fond de la loi du 17 Avril, elle reste, *avec l'autorisation de son mari*, parfaitement libre de Réemployer, de Réinvestir, de Reconstituer ou non, de demander la conversion de ses Certificats de

(1) Cf. Planiol, n° 1426 à 1462, Dt. Civil, 2^e édition.

Créances, en Titres de Rente, de vendre ses Droits (1),

Pourquoi la femme séparée de biens a-t-elle une liberté qui, de prime abord, peut paraître anormale ? Simplement parce que l'article 25 lui laisse toute latitude pour exercer les actions de la loi, aussi parce que le remploi n'est pas subordonné ici au respect des droits du mari, puisque, dans ce régime, le mari n'a pas de droits de jouissance reconnus (2).

En outre, la facilité de vendre son Titre de Créance résulte de la nature Mobilière même du Droit. La seule obligation lui incombant sera de contribuer aux charges du ménage. (3). Si ses revenus ont augmenté (cela se voit fréquemment chez les Sinistrés), sa part contributive pourra, à la demande du mari, être judiciairement modifiée (Cassation, 2 Juillet 1851, § 51, 1509). Les justifications à produire, pour exercer efficacement ses droits, consisteront dans la production du Contrat de Mariage fixant le régime de Séparation de Biens et d'une autorisation maritale ou judiciaire (cas de refus ou d'impossibilité). Les mêmes solutions doivent être appliquées aux :

3^e *EXEMPLE.* — *BIENS PARAPHERNAUX* (4) de la femme dotale, puisque ces biens sont administrés par elle-même, avec toute la capacité et les pouvoirs appartenant à la femme séparée de biens (art. 1536 à 1539 du C. C.) (5).

(1) Cf. Planiol, Pour Conversion des Titres nominatifs en *Titres aux porteur*, n° 1447, Dt Civil 2^e édition.

Cf. Cassation 8 Février 1870 ; Cassation 13 Juin 1876. voir D. 78 1-181. D. 70-1-336.

(2) (Sauf modification par contrat de mariage, prévue par l'article 1539 du Code) (Pour solution Cf. Femme dotale).

(3) Cf Planiol, n° 1431-2 à 1440.

(4) Cf Planiol, n° 1660-2 à 1440.

(5) Cf Solution : Femme séparée.

« Il faut lui appliquer tout ce qui a été dit pour la femme séparée ». Planiol Dt Civil 2^e édition.

4^e EXEMPLE. — BIENS PROPRES DE LA FEMME SOUS LES RÉGIMES DE COMMUNAUTE. — Nous avons négligé les biens communs puisque le mari reste maître de les administrer et d'en disposer. Il n'y a là aucune difficulté. Mais les *Propres* de la femme, restent sa propriété personnelle). Sans doute, le mari les administre-t-il, mais son droit de disposition est limité par l'article 1428 du Code, qui lui interdit d'aliéner les *Immeubles* de sa femme, sans son consentement. Au contraire, son droit de disposer reste considérable par rapport aux meubles corporels. (1). Il peut recevoir le remboursement des créances, et, suivant certains auteurs, convertir en Titres au Porteur les Titres nominatifs et les aliéner ensuite. (2). Sans doute, reste-t-il responsable de sa gestion et dans les cas extrêmes, la femme peut-elle poursuivre la Séparation de Biens, considérée à juste titre comme une sanction des obligations du mari (3). Mais, néanmoins, ses pouvoirs restent très grands.

A. — IMMEUBLES. — Examinons maintenant plusieurs cas concrets. Une femme, ex-propriétaire d'un immeuble détruit, demande avec l'autorisation de son mari ou de la justice, l'application de la loi de 1919.

1^{er} cas. — Elle se décide au remploi immobilier. —

(1) « Le mari a le droit d'aliéner : 1) ceux des meubles qui sont consommables par le premier usage (article 587) 2) ceux qui sont destinés à être vendus (article 1851) 3) ceux qui sont livrés sur estimation (1532-1551) dans le cas où cette estimation est réputée valeur, vente à la communauté, Planiol n° 1049.

(2) « la faculté de convertir les titres nominatifs que l'on reconnaît au mari » Planiol, page 829 n° 1048.

(3) Cf Planiol Dt Civil 2^e édition n° 1160.

« La Séparation de biens est une mesure de protection pour la femme destinée à la soustraire aux dangers que lui font courir les droits de toute nature attribués au mari. »

Le nouvel immeuble restera comme l'ancien, soumis aux règles générales. Situation inchangée.

2^e cas. — *Elle réinvestit en biens immeubles (terres ou autres).* — Même situation.

3^e cas. — *Elle réinvestit en biens meubles (objets professionnels, instruments de musique, par exemple).* — Ces meubles rentrent dans la communauté ; le mari pourra les aliéner et disposer provisoirement des sommes produites par la vente.

4^e cas. — *Elle demande à recevoir la valeur par versements successifs.* — Les sommes en question, remises au mari, pourront être employées par lui.

B. — MEUBLES. — 1^{er} cas. — *La Femme reconstitue son mobilier par acomptes successifs.* — Même solution qu'au n^o 4 précédent.

2^e cas. — *Elle demande des Titres de Rente.* — Ceux-ci seront nominatifs et inaliénables pendant cinq ans, si leur valeur est supérieure à 2.000 francs ; pendant deux ans autrement. Au terme de leur inaliénabilité, le mari et la femme pourront en poursuivre la conversion en titres au porteur et les vendre. (1).

C. — CESSIION. — *La femme veut vendre son droit.*

Elle le peut, avec l'autorisation de son mari, suivant la procédure prévue à l'article 49 de la loi du 17 Avril 1919. (2).

Jusqu'ici, la relative simplicité des solutions proposées tenait à ce que le mari ne possédait pas de

(1) Cf Valeurs Mobilières, Saleilles (de l'aliénation des Valeurs Mobilières).

Buchère. Traité des Valeurs Mobilières n^o 827, 830 Wahl. Traité des Titres au porteur n^o 574.

(2) Pour aliénation des Créances propres de la Femme Cf Cassation 5 Novembre 1860 D. 61-1-81.

Cassation 4 Août 1862. S. 62-1-935.

droits précis de Jouissance sur les biens envisagés, ce qui nous permettait ainsi d'éviter la règle de garantie édictée par l'article 25. Dans le régime DOTAL (1), au contraire, les biens dotaux, meubles ou immeubles, sont apportées au mari pour supporter les charges du ménage. Ils ont une destination propre. Les pouvoirs du mari sont extrêmement étendus et comportent notamment, le droit de louer les biens, d'exercer les actions réelles non seulement possessoires (comme à l'égard des biens propres de la femme, sous la communauté), mais pétitoires (revendication), de plaider, de poursuivre les débiteurs et de recevoir le paiement des capitaux ; ils ne comprennent pas toutefois, d'après la jurisprudence, celui de céder les créances dotales (2). Le régime dotal est caractérisé à la fois par l'étendue des pouvoirs maritaux sur la dot et, en outre, par le caractère accessoire quoiqu'important, d'*inaliénabilité*, frappant légalement les Immeubles (1554), et, suivant une jurisprudence nettement établie, les meubles dotaux eux-mêmes. (3).

La loi du 17 Avril 1919, nous l'avons vu, protège les *Droits du Mari*, en exigeant que les modalités du *Remploi* les respectent. Deux points principaux sont à envisager : 1^o Moyens de déterminer si le choix du mode de réparation exercé par la Femme permet de sauvegarder ces droits ; 2^o Le choix étant admis, comment surveiller l'exécution de la réparation ?

Pour résoudre la première difficulté, il nous paraît

(1) Cf Planiol n° 1463, Dt Civil 2^e édition.

(2) La femme pourrait céder ses créances dotales avec l'autorisation de son mari si le contrat de mariage autorisait de telles cessions

(3) Il importe ici de distinguer les biens meubles dont le mari devient véritable propriétaire par l'effet d'une clause du contrat (Cf 1551 Code) et n'est comptable que du prix, de ceux qui restent individualisés. Notre raisonnement ne porte que sur ces derniers.

nécessaire, après avoir indiqué sommairement les deux dispositions légales sur lesquelles s'appuie la protection même des droits maritaux, d'envisager les situations diverses dérivant du choix fait par la femme du mode de réparation. Ce dernier, en effet, est limité par deux principales règles, posées par la loi de 1919. En premier lieu, par l'article 10, ainsi conçu : « *Le Remploi est de droit s'il est voulu par l'Usufruitier* ». Or, le mari peut, sans conteste (1540 à 1562), être considéré comme usufruitier des biens dotaux (1) et par suite, demander, nonobstant la volonté contraire de sa femme, que les biens détruits soient reconstitués. Par conséquent, ses prérogatives seront, s'il veut bien se donner la peine d'agir, parfaitement sauvegardées. Ceci est déjà très important. Mais ce n'est pas tout. La loi — en second lieu — ne trouve pas que cela soit suffisant ; aussi ajoute-t-elle à cette disposition spéciale, une seconde Règle Générale, impérative entre toutes, suivant laquelle, *dans tous les cas, quelles que soient les décisions prises par les attributaires, les droits du mari, tels qu'ils ressortent du régime matrimonial, doivent être entièrement sauvegardés.*

Examinons maintenant divers cas particuliers :

I. — IMMEUBLES DETRUIITS.

A. — La femme et le mari sont d'accord pour les faire reconstruire. Le nouvel immeuble, la nouvelle maison, reprennent la place et le caractère des biens immeubles anciens. (2). Ils seront inaliénables en prin-

(1) « Selon le droit romain le mari était propriétaire de la dot, aujourd'hui il n'est plus qu'usufruitier, Planiol n° 1503 Dt Civil 2^e édition

Pour les différences entre le droit de jouissance du mari et l'usufruit, voir 1516, Planiol.

(2) Planiol 1552 « L'immeuble acquis en remploi est dotal comme lui inaliénable sous condition de remploi. »

cipe, par application de l'article 1554, à moins que le Contrat de Mariage n'en permette l'aliénation. (1557 C. Civil (1)).

B. — Avec l'autorisation de son mari, la femme dotale veut REINVESTIR et affecter ses indemnités à l'achat de biens immeubles tels que bâtiments, fonds de terre, etc.). Même raisonnement que précédemment.

C. — *Elle desire REINVESTIR en OBJETS MOBILIERS* tels que des marchandises, des animaux, des matériaux (objets agricoles, commerciaux, industriels ou professionnels). Nous pensons qu'elle peut y être autorisée, à condition que l'emploi des fonds soit constaté par des estimations authentiques, et contrôlé suivant la méthode que nous indiquerons ultérieurement.

D. — La femme demande à recevoir les Paiements par versements successifs. L'autorisation peut lui être accordée, mais les Certificats de Créances doivent être immatriculés à son nom, spécifier le caractère de dotalité des indemnités, et réserver l'usufruit, s'il y a lieu, au profit du mari (Cf. art. 10, alinéa 6). En outre des précautions seront prises par les Services chargés des Paiements au moment des versements, comme nous l'envisagerons plus spécialement dans le Chapitre Troisième.

II. — MEUBLES DETRUIITS.

A. — Pour la reconstitution par acomptes, même solution que précédemment D.

B. — Pour le réinvestissement, même solution que C ou B, suivant que les sommes sont destinées à des achats de Biens Nouveaux Meubles ou Immeubles.

(1) « C'est le système de la loi Julia tel qu'il existait après la réforme de Justinien.....etc.

Cf Planiol 1522.

C. — La femme demande des TITRES de RENTE.
Idem D.

III. — *CESSION.*

La femme dotale peut-elle, avec l'autorisation de son mari, céder des droits ?

Puisque nous avons admis le caractère Mobilier de la CREANCE sur l'Etat, nous devons donc résoudre la question par le Droit Commun applicable aux CREANCES DOTALES, et répondre « OUI », si le Contrat de Mariage autorise l'aliénation des Créances Dotales (DP, 99 1, 247, arrêt du 15 Février 1899, Civ. 21 Avril 1915, DP 1920, 1.141). « NON », dans le cas contraire. Il reste entendu, dans tous les cas, que l'autorisation du mari (217 C. C.), et celle du Tribunal Civil (49, Loi du 17 Avril 1919), restent obligatoires et que le remploi des fonds doit être effectué d'après les règles usuelles, à défaut de stipulations précises du contrat de mariage (ce dernier peut, en effet, exiger le remploi en Valeurs déterminées). (1).

La deuxième question à résoudre est relative à l'ORGANISATION d'un CONTROLE permettant d'apprécier le bien ou le mal-fondé des décisions prises par les attributaires et de surveiller l'emploi des Fonds. Quoiqu'elle se rattache en partie à l'étude des mesures destinées à vérifier la régularité des paiements, nous devons, dès maintenant, en préciser les grandes lignes, Quel sera l'Organe vérificateur ?

Nous pensons bien aux Services du Contentieux des Préfectures, à qui les dossiers des intéressés sont communiqués. Leur rôle consisterait à accepter ou rejeter

(1) La plupart des contrats en autorisant l'aliénation du fonds dotal y mettent comme condition qu'il sera fait remploi du prix.
Cassation 16 Novembre 1859, D. 59-1.

Pour les conditions du remploi Cf Planiol 951.

les décisions prises par les sinistrés. A cet effet, il serait bon de faire préciser à ces derniers, aussi exactement que possible, dans des déclarations explicites, leurs plans de reconstitution et leurs intentions. En second lieu, les Services Préfectoraux devraient surveiller les réparations elles-mêmes. A ce sujet, nous croyons qu'il serait très utile de faire désigner, obligatoirement, par les ayants-droits, un OFFICIER MINISTÉRIEL, un Notaire (si possible le Notaire du Contrat de Mariage), chargé de recevoir les sommes allouées à titre d'indemnités et d'en constater l'utilisation. (1). Nous disons « si possible le Notaire rédacteur du Contrat », car si l'utilisation des fonds se fait dans des régions éloignées (exemple, en cas de réinvestissement), il serait opportun, pour faciliter le travail, de faire agréer un Officier Ministériel instrumentant dans cette même région. Le Service de la Préfecture, possédant le Contrat de Mariage d'une part, et, d'autre part, connaissant les projets des époux, informerait l'Officier Ministériel des autorisations, des refus, ou des observations qu'il prétendrait donner ou faire. Le Notaire, de son côté, contrôlerait l'utilisation des fonds, et en dresserait l'inventaire par acte authentique. Evidemment, il ne faudrait pas que cela puisse occasionner des retards dans l'œuvre de reconstitution. Les justifications produites par les intéressés devraient être acheminées rapidement et ne pas séjourner plusieurs mois dans les cartons des études. D'ailleurs, cette réglementation, qui ne porte plus que sur l'organisation des modalités d'exécution, pourrait être faite suivant les méthodes les plus pratiques. Elle intéresse moins notre sujet. Une objection importante peut être faite cepen-

(1) Cette manière de procéder est employée comme nous le verrons au Chapitre III, par les Compagnies d'Assurances en cas de paiement d'indemnités d'assurances contre l'incendie, en matière de régime dotal.

dant, à l'ensemble du système proposé. En autorisant les conjoints à ne pas reconnaître l'Immeuble dotal, dira-t-on, ne permettez-vous pas en quelque sorte un ABUS ? En effet, l'immeuble total inaliénable a des caractères particuliers qui le soustraient habituellement aux volontés mêmes de ses propriétaires. Pourquoi, dans ces conditions, ne pas *obliger* les époux à rétablir, point par point, tels qu'ils étaient en 1914, les éléments divers composant leur fortune ? Ce faisant, la continuité s'établirait facilement entre le passé et le présent, en même temps que les règles du Contrat de Mariage reprendraient toute leur clarté, toute leur efficacité.

Cette manière de résoudre le problème général aurait une valeur pratique indéniable, mais elle a le tort de n'être pas celle prévue par la loi. Nous avons insisté à plusieurs reprises sur la volonté formelle du Législateur, d'assurer la LIBERTE DU EMPLOI pour qu'il ne soit plus nécessaire d'y revenir par d'amples détails. Les partisans du Remploi obligatoire ont bataillé pendant plusieurs mois, voir même plusieurs années, sans succès. Ils ont fini par être vaincus. Puisque nous arrivons, en définitive, en respectant la liberté, à maintenir les droits de jouissance du mari sur les biens reconstitués, dans toutes les situations, tout en empêchant les époux de s'écarter volontairement et radicalement des règles essentielles de leur régime matrimonial, nous pouvons dire que le nécessaire est fait pour fixer le mieux possible des situations nouvelles difficiles et fort complexes.

CHAPITRE III

Du paiement de l'indemnité à l'incapable et des difficultés qui s'y rapportent

Entre le Sinistré créancier et l'Etat débiteur, existe, nous l'avons vu, un lien de droit. Le paiement est destiné précisément à éteindre cette obligation. En matière de dommages de guerre, les indemnités attribuées par les commissions, constituent des créances de sommes d'argent. Ce principe réssort nettement des dispositions de la loi du 17 Avril 1919 et du texte lui-même. Sans doute les versements d'espèces sont-ils avantageux pour le Sinistré, mais susceptibles de créer des embarras fâcheux pour la Trésorerie Française. Aussi, diverses dispositions législatives successives, modifièrent-elles les modalités de paiement.

Nous examinerons successivement et brièvement les *principales sortes de paiement, les difficultés qu'elles peuvent entraîner lorsqu'elles sont appliquées aux Incapables, et les mesures utiles à prendre pour les éviter.*

I

*Le Paiement des Indemnités.
Différents modes*

En principe, le paiement est fait EN ESPECES. (1). Par Espèces, il faut entendre les Billets de Banque, les chèques, les crédits en banque, à l'exclusion des valeurs à court terme telles que les Bons ou Obligations de la Défense Nationale.

Ceci constitue, si l'on veut, le *Paiement pur et simple* du Code Civil. Disons en passant qu'avant même que les attributaires ne soient en possession de leurs Titres de Créance, des *Avances* peuvent leur être consenties par les Préfectures (2). Les Incapables en bénéficient A cet effet, leurs Représentants doivent produire à

(1) En matière de dommages de guerre, les indemnités attribuées par les Commissions au Sinistrés, constituent des créances de sommes d'argent ; elles sont toujours payables en espèces. Ce principe ressort nettement des dispositions de la loi du 17 avril 1919. L'Article 4 décide que l'indemnité en matière immobilière, comprend le montant de la perte subie..., et celui des frais supplémentaires... Dans le cas où le remploi n'est pas effectué, le sinistré reçoit seulement le montant de la perte subie. Cette rédaction suppose nettement une indemnité payable en espèces.

L'article 8e est d'ailleurs catégorique, le sinistré non remployant reçoit un titre inaliénable pendant 5 ans ; après l'expiration du délai de 5 ans, le remboursement du titre est effectué par le paiement de dix termes annuels égaux...

« Les attributaires qui s'engageront, à effectuer le remploi ou à réinvestir leur indemnité, obtiendront des versements en espèces. »

(2) Par exemple : Avances pour reconstitution du Mobilier familial (Circ. 22 Octobre 1919 et 25 Mai 1920), remplacement des bicyclettes (C. 24 Juillet 1919), reconstruction maisons (22 Décembre 1919), aux industriels (C. 27 Avril 1920), pour constitution de dossier (3 Août 1919 et 1920-9-Septembre et 22 Décembre 1919), pour fonds de roulement (9 Août 1919), mobilier professionnel (17 Décembre 1919), réparations aux Immeubles (13 août 1919), remise en état de la culture (C. télégraphique 14 Septembre 1919), Avances alimentaires (12 Août 1920).

l'appui de leurs demandes, la preuve du dépôt des dossiers au Greffe de la Commission Cantonale et une estimation provisoire des dommages, certifiée par deux témoins. (1).

Une fois que la Commission Cantonale et le Tribunal des dommages de guerre pour les incapables ont fixé le montant des indemnités et que les certificats sont parvenus à leurs propriétaires, ceux-ci n'ont plus droit aux Avances. Le Crédit National, sur réquisition de la Préfecture, procède au paiement d'acomptes sur titres définitifs (2).

Ce Mode libératoire du droit commun ne présente pas de difficulté. Il a l'avantage de satisfaire le créancier pleinement, de créer une circulation de richesses profitable à tous, de hâter la reconstruction des régions dévastées et de réveiller l'activité économique du pays. Mais il faut bien le reconnaître, les versements en espèces, en argent frais, nécessitent une politique d'emprunts à jets continus, rendent particulièrement délicat le rôle du Trésor, et font craindre la nécessité d'une inflation fiduciaire toujours menaçante et, indubitablement dangereuse. Or, pour remédier à cet état de choses, créé surtout par la mauvaise volonté de notre débiteur — l'Allemagne — le législateur s'est vu contraint d'utiliser d'autres voies et moyens. Il utilisa de nouveaux modes

(1) Des imprimés spéciaux étaient distribués dans les mairies à cet effet.

(2) *Modèle de Réquisition de Paiement*
Réquisition de Paiement

Loi du 17 Avril 1919, Convention du 7 Juillet approuvée par la loi du 10 octobre 1919), n° Compte tenu à la Préfecture.

Le Crédit National est requis de payer à M. à, titulaire au C. N. du compte n°....., à titre d'acompte sur son indemnité, à valoir sur titre n°

La présente réquisition délivrée par nous, Préfet, après vérification des pièces.

d'extinction des obligations, prévus aussi par le Droit civil : *la novation, la dation en paiement, la compensation*. Mais — point important — l'utilisation de ces règlements est subordonnée à l'agrément du créancier.

L'article 10 de la loi des Finances du 30 Avril 1921 et la loi du 23 Juillet 1921, autorisent le paiement d'indemnités nettement déterminées, par la REMISE de TITRES DE RENTE.

L'article 10 est ainsi conçu :

« Le Ministre des Finances est autorisé à échanger, sur la demande des intéressés, les titres d'indemnités délivrées aux Sinistrés en cas de non-emploi ou de non-réinvestissement contre des titres de rente sur l'Etat français du type de l'emprunt public le plus récent. La valeur des titres de rente sera calculée, pour cet échange, d'après le taux d'émission de l'emprunt.

« Tout solde inférieur à 100 francs sera versé immédiatement en espèces.

« Les Titres seront nominatifs et inaliénables pendant cinq ans. La durée de l'inaliénabilité sera réduite à deux ans, lorsque le montant de l'indemnité sera inférieur à 5.000 francs.

« Un décret contresigné par le Ministre des Finances et le Ministre des Régions Libérées, fixera les conditions d'application du présent article, et notamment les conditions dans lesquelles il sera tenu compte des intérêts en cours à la date de l'échange. »

La loi du 23 Juillet, de son côté, a prévu l'échange des Titres d'indemnité contre des Titres de Rente dans l'hypothèse de emploi, ou mieux, de reconstitution immobilière. On sait qu'aux termes de l'article 13 de la loi du 17 avril 1919 : « les frais supplémentaires représentant la différence entre la perte subie et la valeur de remplacement calculée en tenant compte, soit du prix de remplacement, si celui-ci a été dûment effectué, soit de la valeur de remplacement au jour de l'évaluation, s'il n'est pas encore réalisé, sont, en outre,

accordés pour les « biens meubles », compris dans les quatre catégories énumérées par l'article 13.

La 4^e catégorie qui, seule, nous intéresse, comprend « Les mobiliers de l'habitation, meubles meublants, literie, linge, effets personnels, les objets d'agrément dont la valeur pour chacun, ne dépassait pas 3.000 francs lors de la déclaration de guerre. ».

Donc, en cas de remploi, la perte de ces meubles donne droit au montant de la perte subie et des frais supplémentaires. Dans cette hypothèse, très limitée du 4^o de l'article 13, la loi du 23 Juillet 1921 admet l'échange du titre d'indemnité contre un titre de rente, du type le plus récent (6 %). L'origine de ce texte se trouve dans un amendement déposé par MM. des Rotours et plusieurs de ses collègues des Régions dévastées, sur le bureau de la Chambre des Députés, à la troisième séance du 21 Avril 1921.

Le texte arrêté par les commissions a fait l'objet de trois rapports :

1^o Un rapport de M. René Lefebvre (Nord), au nom de la Commission des Régions Libérées, déposé sur le bureau de la Chambre à la 2^e séance du 4 Juillet 1921 et imprimé sous le n^o 2.981.;

2^o Un rapport supplémentaire de M. René Lefebvre, au nom de la même Commission, déposé à la 1^{re} séance de la Chambre du 6 Juillet, et imprimé sous le n^o 3.002 ;

3^o Un rapport de M. de Lasteyrie, au nom de la Commission des Finances, déposé à la Séance du 7 Juillet, et imprimé sous le n^o 2.906.

Finalement, l'ensemble a été voté sans débat par la Chambre des Députés, dans la 2^e Séance du 9 Juillet (1), et par le Sénat, sur le rapport verbal de M. Raphaël-Georges Lévy, dans la 1^{re} Séance du 12 Juillet (2)

(1) J. O. du 10 Juillet 21, Déb. parlem. Chambre page 3375.

(2) J. O. du 13 Juillet 21, Déb. parlem. Sénat page 1720.

La Rédaction définitive de la loi, promulguée le 23 Juillet 1921, est la suivante :

« Loi du 23 Juillet 1921, relative au mode de paiement des indemnités prévues par la loi du 17 Avril 1919, pour la réparation des dommages causés aux biens meubles. (Cet intitulé est trop large, puisque la loi, à la différence de l'amendement primitif, ne concerne qu'une catégorie de meubles).

« Article Unique. — En ce qui concerne les dommages mobiliers visés au paragraphe 4 du quatrième alinéa de l'article 13 de la loi du 17 Avril 1919, sera considéré comme satisfaisant à l'obligation du emploi l'attributaire qui demandera, en paiement de l'indemnité totale qui lui est due pour perte subie et frais supplémentaires, la remise, à concurrence de 85 % de cette indemnité de titres de rentes sur l'Etat, dans les conditions prévues par l'article 10 de la loi du 30 Avril 1921.

« Le Sinistré qui a déjà reçu des avances ou des acomptes sur son indemnité, pourra demander à être admis au bénéfice des dispositions ci-dessus. Dans ce cas, après déduction des avances et acomptes déjà touchés par lui, l'abattement de 15 % sera opéré sur le solde de la somme qui lui reste due. »

Pour obtenir la délivrance des Titres de Rente, les possesseurs des Certificats de Créance doivent en faire la demande aux Préfets des Départements où les dommages ont été subis. (1). Le Service Financier Départemental décompte les sommes à convertir, déduction faite des 15 %, en arrête le montant et le fait approuver par l'intéressé avant de le transmettre au Crédit National. La Direction de la Dette Inscrite, au reçu des Bordereaux définitifs, établit des Titres de Rente nominatifs, qui portent exactement les indications des

(1) Voir note (1) page suivante.

Certificats de Créance. (2). Les demandes envoyées aux Préfectures par les Intéressés, doivent être signées par le Mari et par la Femme, quand il s'agit d'une femme mariée, et par le Représentant légal pour les autres Incapables. (3).

A côté des paiements en espèces ou en Titres de Rente, figure le *PAIEMENT EN NATURE*. C'est l'application de la Dation en paiement puisque le « débiteur remet une autre chose au créancier que celle qui lui était due en vertu de l'obligation ». Il devait de l'argent, il va se libérer en livrant des marchandises, ou en transférant la propriété d'un immeuble. La loi a prévu ce mode libératoire. En effet, l'article 46 indi-

(1) Modèle des Demandes de Paiements en Rentes.

MINISTÈRE des RÉGIONS LIBÉRÉES	DEMANDE DE PAIEMENT par la remise de Titres de Rentes sur l'Etat par application de la loi du 23 Juillet 1921.					
Département : Nombre de titres joints :						
Désignation des Titulaires de Titres de créance	<table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 50%; vertical-align: top;"> <table style="border: none;"> <tr> <td style="font-size: 3em; vertical-align: middle;">{</td> <td style="padding-left: 10px;"> Nom Prénoms </td> </tr> </table> </td> <td style="width: 50%; vertical-align: top;"> <table style="border: none;"> <tr> <td style="vertical-align: top;"> Titres Numéros Séries N° du Compte au Crédit National Profession du Signataire et adresse: </td> </tr> </table> </td> </tr> </table>	<table style="border: none;"> <tr> <td style="font-size: 3em; vertical-align: middle;">{</td> <td style="padding-left: 10px;"> Nom Prénoms </td> </tr> </table>	{	Nom Prénoms	<table style="border: none;"> <tr> <td style="vertical-align: top;"> Titres Numéros Séries N° du Compte au Crédit National Profession du Signataire et adresse: </td> </tr> </table>	Titres Numéros Séries N° du Compte au Crédit National Profession du Signataire et adresse:
<table style="border: none;"> <tr> <td style="font-size: 3em; vertical-align: middle;">{</td> <td style="padding-left: 10px;"> Nom Prénoms </td> </tr> </table>	{	Nom Prénoms	<table style="border: none;"> <tr> <td style="vertical-align: top;"> Titres Numéros Séries N° du Compte au Crédit National Profession du Signataire et adresse: </td> </tr> </table>	Titres Numéros Séries N° du Compte au Crédit National Profession du Signataire et adresse:		
{	Nom Prénoms					
Titres Numéros Séries N° du Compte au Crédit National Profession du Signataire et adresse:						
(Pour les femmes mariées ou veuves ajouter ci-contre le nom et les pré- noms du mari :						
Je demande et j'accepte la remise de Titres.....						
(*) Pour une femme mariée faire signer le mari et la femme.— Pour les mineurs faire signer le Représentant légal et indiquer la qualité en laquelle il intervient.	A....., le Signature (*)					

(2) Il est très important que les Titres de Rente reproduisent exactement les mentions inscrites sur les Certificats & ventes des Titres.

(3) Modèle des Demandes pages précédentes.

que que l'Etat pourra se libérer, *si les attributaires y consentent*, par les moyens suivants :

En ce qui concerne les immeubles par nature, par la donation d'un autre immeuble de même nature et de même valeur, situé dans le canton du dommage ou les cantons limitrophes. (1).

En ce qui concerne les immeubles par destination et les meubles ayant une utilité industrielle, commerciale ou domestique, par une fourniture similaire de même valeur ; Et, pour les autres meubles par la remise d'objets mobiliers de même nature ou de même valeur.

Les incapables peuvent bénéficier de ces dispositions, comme les autres.

Sans doute l'Etat pourrait, théoriquement, tirer parti de ce procédé s'il était capable de faire construire à son compte des immeubles et de les offrir ensuite aux propriétaires. Mais étant donné le faible rendement que ces entreprises publiques de reconstruction et d'exploitation ont donné, il est à présumer que les avantages d'un tel système seraient peu rémunérateurs. D'ailleurs, l'Etat ne se sert point de ce mode, du moins en ce qui concerne les immeubles.

En ce qui concerne les *meubles*, l'article 46 prévoit, ainsi qu'il est dit plus haut, le même procédé de dation en paiement. Les titres permettant d'obtenir les biens meubles sont les *BONS DE CESSION*.

Ce sont des Titres délivrés par les Préfectures, grâce auxquels les intéressés peuvent acheter des marchandises ou des matériaux dans les stations-magasins de l'Etat (2). Leur réglementation a fait l'objet de nom-

(1) Loi du 17 Avril 1919, article 46.

A ce sujet, voir l'importante question des Réparations en nature par M. André Liesse, *Economiste Français* 1921, page 363.

(2) Il a été créé au Ministère des Régions Libérées, un Service des Réparations en Nature. Ce Mode de libération de la part de

breuses circulaires et instructions administratives. Dès le 3 Novembre 1919, les sinistrés ont été admis à effectuer des achats d'objets et de matériaux dont le Ministère des Régions Libérées s'était approvisionné. Pour obtenir les Bons, il leur fallait les demander aux Services des Dommages de Guerre des Préfectures, qui, de leur côté, les passaient au débit de leurs comptes. Un trafic honteux ne tarda pas à s'établir dans la négociation de ces bons (1). Des intermédiaires, véritables mercantis que les pouvoirs publics auraient dû poursuivre comme de grands malfaiteurs et punir sévèrement, les rachetaient à vil prix, obtenaient des propriétaires des pouvoirs grâce auxquels ils prenaient livraison des marchandises et les revendaient ensuite avec des bénéfices scandaleux. Des étrangers en profitèrent naturellement. Plusieurs Dépêches Ministérielles (celle du 20 Octobre 1921 notamment) insistèrent auprès des Préfets pour leur recommander de refuser le visa des procurations. (2). Suivant les instructions de différentes lettres collectives adressées par le Ministre, les Bons de Cession purent être donnés en paiement des marchandises provenant des Stocks du Ravitaillement, ou des restitutions effectuées par l'Allemagne. (3).

L'Allemagne aurait dû être largement employée dès l'armistice.

C'était la seule façon de résoudre rapidement le problème toujours en suspens des réparations, malgré les accords tels que ceux conclus entre MM. Loucheur et Rathenau et MM. de Lubersac et Hugo Stinnes.

(1) Nous ne saurions trop nous élever contre le trafic scandaleux des Bons de Cession. Des poursuites devraient être exercées immédiatement contre les auteurs de semblables méfaits qui lèsent à la fois l'Etat, les Sinistrés et les Commerçants.

(2) Seuls, en principe, les titulaires des Bons, auront qualité pour enlever les marchandises (circulaire télégraphique du 20 Octobre 21).

(3) Le matériel récupéré, ou celui qui n'a pu être identifié en Belgique et en France, est rendu par les soins du Service Français, de Wiesbaden. (circulaire 1129 du 21 Juillet 1922, abrogée le 19 Août 1922).

Enfin, le Gouvernement Français qui voulait faciliter à l'Allemagne l'accomplissement de ses obligations, autorisa par certaines conventions, encouragea même, les *prestations en nature*.

Cette organisation des prestations en nature est plus récente. Une instruction du 31 Juillet 1922 en détermine le fonctionnement. (1). Tout Sinistré ou groupement qui désire bénéficier des dispositions nouvelles, doit solliciter l'ouverture d'un crédit et souscrire l'engagement d'affecter les prestations demandées à des opérations de remploi ou de reconstitution. Trois jours après le dépôt des demandes à la Préfecture, ils reçoivent un Certificat d'ouverture de Crédit qui peut-être transmis à un mandataire agréé par l'Etat.

Si la procédure adoptée pour la conclusion des commandes entre Français et Fournisseurs Allemands est celle du marché commercial libre, le contrat doit cependant contenir certaines clauses réglementaires. (2). Tous les Bulletins de commande sont numérotés et classés par les Préfectures et les paiements s'effectuent au moyen de chèques spéciaux. (3).

Paiements en espèces, en titres de rente, en Bons de Cession ou par le moyen de prestation en nature, tels sont les différents systèmes mis à la disposition des sinistrés. Les Représentants des Incapables sont autorisés à choisir, dans l'intérêt de ceux qu'ils sont chargés de représenter, les modalités qui leur paraissent les plus avantageuses. (4).

(1) Instruction pour l'application des prestations en nature n° 1144 du 31 Juillet 1922.

(2) Le contrat doit être rédigé « en Français » ou, s'il est rédigé en allemand et en français, seul le texte français fait foi en cas de désaccord. Les prix doivent être libellés en francs (on aurait dû adopter, à notre avis, le franc or.).

(3) Les chèques spéciaux sont établis par l'Office des Réparations en nature créé au Ministère.

(4) Paiement en Espèces § A : Paiements en espèces.

Paiement en Titres Rente § B : Paiements en espèces,

Avant d'exposer la technique des paiements effectués par les Services des Préfectures et du Crédit National, nous devons indiquer qu'en dehors du paiement pur et simple et de la Dation en paiement, l'Etat a autorisé un autre mode de libération : *LA COMPENSATION*. Nous insisterons peu, car le sujet a déjà été traité spécialement par différents auteurs. (1). L'article 46 de la loi du 17 avril 1919 se termine par la disposition suivante : « Si l'attributaire est débiteur de l'Etat, à quelque titre que ce soit, même pour le paiement de ses contributions, la somme ainsi due par lui sera, sur sa demande, imputée à valoir sur le montant de son indemnité, et ne sera pas exigible avant que ce montant ait été déterminé. » Cette disposition finale de l'article 46, constitue un texte exceptionnel, une dérogation aux principes généralement admis en droit public et financier. Il est entendu habituellement que la compensation n'éteint pas les Créances de l'Etat, même quand les conditions exigées par les articles 1.289 et suivants du Code Civil, se trouvent réunies. Ajoutons enfin que la disposition finale de l'article 46 de la loi du 17 Avril 1919, qui autorise l'imputation sur le montant de l'indemnité de dommages de guerre, des sommes dues à l'Etat par le Sinistré, apparaît donc bien comme une disposition d'exception, dérogoire du principe général de la Non-Compensation en droit public.

(1) Cf Des Divers moyens d'ordre intérieur pour l'Etat de réduire ses charges du chef du remploi en matière de Dommages de Guerre. Thèse de M. Robert Meesemaecker. Litté Imprimerie Sautai 1922.

L'imputation s'applique aux *impôts directs* dus par les sinistrés à l'Etat, (tels que : Impôt global, Cédules, Successions) et à quelques impôts spéciaux tels que le Chiffre d'affaires,

II

Palement de l'indemnité à l'Incapable. Difficultés et manière d'y remédier

Il existe un adage, un proverbe, ainsi conçu : « Qui paie mal, paie deux fois ». Aussi, le débiteur doit-il prendre garde d'avoir à supporter les conséquences du mauvais paiement. C'est peut-être lorsqu'il s'agit des Incapables, que cette règle prend toute son importance, toute sa vérité, car bien souvent le créancier n'aura pas la capacité nécessaire pour recevoir valablement le paiement et pour donner une quittance libératoire. Ainsi, le Mineur émancipé, par exemple, peut recevoir seul et valablement ses revenus, mais non ses Capitaux : pour ceux-ci, il lui faut l'assistance de son curateur (art. 481 et 482). Une femme mariée n'a pas, en général, qualité pour recevoir ce qui lui est dû ; c'est son mari qui peut, seul, toucher et donner quittance.

L'Etat, débiteur, devra donc prendre, s'il ne veut pas être exposé à payer deux fois, les indemnités par lui allouées, toutes les mesures nécessaires pour rendre impossibles les versements de fonds irréguliers, et non libératoires.

Examinons les principaux moyens qu'il y aurait lieu d'employer pour arriver à cette fin. Suivant nous, il conviendrait *de vérifier avec attention et exactitude, le libellé des Titres de Créance* ; en second lieu, *de laisser le soin de payer les indemnités, à un seul Etablissement : Le Crédit National, suivant la procédure courante employée par les Banques ou les Compagnies d'Assurances* ; enfin, en cas d'existence d'un Contrat de Mariage, *de verser les fonds entre les mains d'un Notaire chargé d'en vérifier l'emploi*.

Les Commissions Cantonales et les Tribunaux de Dommages de Guerre ont pu, comme nous l'avons vu au Chapitre Premier, déterminer exactement le bien-fondé des réclamations apportées devant eux, en exigeant des intéressés toutes pièces et tous renseignements utiles. C'est, en effet, là, que toutes les pièces d'Etat-Civil, les Contrats de Mariage, les Actes et Témoignages ont été centralisés. Nous devons donc prendre pour base les décisions, prises à bon escient, qui ne sont pas seulement intéressantes en ce qu'elles déterminent la nature et l'importance des dommages causés, mais aussi en ce qu'elles doivent avoir désigné explicitement les Ayants-Droits, et affecté les éléments de propriété aux véritables propriétaires. Ainsi, les *décisions définitives doivent être très complètes*. C'est toujours à leur examen que pourront recourir les Services Financiers du Ministère ou des Départements (1). c'est toujours à leur contenu que devront se référer les bénéficiaires, en cas de contestation.

Les extraits de ces décisions sont transmis par le Service des Dommages de Guerre des Préfectures à la Direction de la Dette Inscrite (Ministère des Finances (2), avec des réquisitions « aux fins de délivrance des Titres de Créance. (3). »

Ils indiquent la nature, le montant et le libellé du Titre à établir. (4).

Le Ministère des Finances procède à la confection matérielle des Certificats, suivant des modèles différents, selon qu'il s'agit de biens mobiliers ou immo-

(1) Nous avons vérifié cette procédure dans plusieurs cas où les attributaires demandaient à transformer leur Certificat de Créance postérieurement à leur établissement par la Dette Inscrite.

(2)-(3) Circulaire 58 pl. du 12 février 1920.

(4) Même circulaire.

MINISTÈRE des FINANCES DETTE INSCRITE N° 342.678	CERTIFICAT DE CRÉANCE (Biens Meubles Reconstitution)	CRÉDIT NATIONAL Aisne 31 343	
Le Directeur de la Dette Inscrite certifie que M..... est inscrit au Livre des Certificats de Créance pour une somme de :..... TROIS CENT MILLE frs. d'après décompte suivant :			
	Montant brut	Avances Acomptes	Montant net
A. Perte subie.....	.....	.....	.....
B. Perte subie.....	.....	.....	.....
E. Frais supplémenaires.....	.....	.....	.....
E. Frais supplémentaires.....	.....	.....	.....
Réquisition N° 153.125 Département : Aisne	Total.....	.....	.....
La dite indemnité est allouée en réparation des Dommages de 2° catégorie, décision N° 1612 de la Commission Cantonale en date..... Tribunal de Le Chef de Service, Le Directeur, Vu au Contrôle Central,			

biliers (1), et selon l'affectation que le sinistré entend donner à son indemnité. (2). Ces titres sont libellés au nom du ou des Propriétaires, mais en cas d'indivision, le pourcentage des parts respectives des ayants-droits n'est pas déterminé ; ce travail serait matière à erreurs, difficile, et, de plus, inutile, puisque « pour l'exercice de la loi, le Droit Commun reprend son

(2) Le nombre des modèles atteignait primitivement le chiffre de 13 (A. B. C. D. E. F. G. H. I. J. K. L. M.)

empire (3), et, en outre, parce que le Crédit National, avant de procéder aux paiements, s'assure de la production des pièces justificatives. (4).

Si donc le Titre appartient à plusieurs co-propriétaires, il devra porter les noms et prénoms de ceux-ci, suivis de la mention « *conjointement et indivisément.* »

S'il appartient à deux époux mariés sous le régime de la communauté, il mentionnera le nom du mari et celui de la femme : « ... X... épouse, Commune de »

Lorsque les deux époux seront mariés sous d'autres régimes comportant l'existence de *biens propres* de la femme, le titre de créance sera matriculé au nom de ...X..., épouse séparée de biens ou épouse dotale de (1). Dans le cas d'usufruit, il en est aussi tenu compte dans l'immatriculation des titres (article 10, avant-dernier alinéa). Pour les mineurs, l'indication de Tutelle sera nettement marquée « [X, sous la tutelle légale ou dative de », en cas d'interdiction et d'aliénation, les noms des Administrateurs, des Curateurs, des Représentants légaux ou judiciaires sont indiqués. (2).

Le Crédit National n'intervient pas, sans doute, dans l'Etablissement des Titres de Créance et des réclamations concernant soit le montant de l'indemnité, soit

(3) Circulaire n° 62.

(4) Contrats de Mariage, de partage, etc.

(1) Le Crédit National exige la production d'un Contrat de Mariage. Le tuteur légal est dispensé de justifications spéciales, le tuteur datif doit les produire.

Lorsque les titres indiquent la dotalité des biens, le Crédit National invite les intéressés à nommer un Notaire pour veiller au emploi et à l'exécution des dispositions prévues au contrat de Mariage.

La Commission Cantonale doit veiller à indiquer spécialement les indemnités allouées en réparation des propres de la femme. Cette règle doit être observée même si le mari a l'administration générale des biens de sa femme comme dans la communauté réduite aux acquets.

(2) Communiqué par M. le chef du Contentieux du C. National.

l'imputation ou le chiffre des avances antérieures à leur émission devront être envoyées directement au Ministère des Régions Libérées. (1). Lorsque la Direction de la date Inscrite fait parvenir au Crédit National les Certificats de Créance, cet Etablissement, à son tour les transmet sans délai aux intéressés et leur indique que le montant des Titres a été porté au Crédit d'un compte qui leur est ouvert.

S'il est indispensable que les Titres originels soient exacts et conformes aux Décisions des Commissions, il n'est nécessaire, en outre, au cours des transmissions diverses entre les Préfectures, la Datto Inscrite, le Crédit National, et le Ministère des Régions Libérées, que, *matériellement*, les pièces et les dossiers soient conservés en état et que les Titres nouveaux demandés en échange de Titres anciens, ne contiennent pas de lacunes ou d'oublis. Il peut arriver, en effet que les attributaires demandent à faire modifier leurs Certificats de Créance, soit parce que leur situation a varié (décès de leurs auteurs, indivision, etc), soit parce qu'ils désirent bénéficier du remploi au cours du délai de deux ans accordé par la loi. Il faut, dans tous les cas, que nous soyons toujours en possession d'un *TITRE COMPLET* et *CLAIR*. Le travail de paiement sera simplifié et possible à cette condition primordiale, sur laquelle il serait superflu d'insister.

Nous avons dit, en second lieu qu'il serait utile que les paiements fussent faits par *un seul Etablissement*, par le *Crédit National*. Voilà à quoi nous faisons allusion. : Les Préfectures ont été chargées, non seulement d'ordonner des Réquisitions, mais aussi d'effectuer certains versements de fonds, notamment des AVANCES. Il était naturel que pendant la période du début il fut utile d'accélérer les envois d'espèces aux Sinistrés

(1) Notice Offic. sur les paiements du C. National.

sous cette forme, car il fallait aller au plus pressé, soulager des misères scandaleuses, donner des fonds de roulement aux commerçants désireux de ne pas attendre des mois, des années, avant de reprendre leur ancien commerce. L'intérêt national demandait à ce que tout fut mis en œuvre pour pousser les bonnes volontés, les initiatives individuelles — les plus intéressantes — sur le chemin de la restauration. Aussi, sommes-nous loin de critiquer ces mesurés. Cependant, les paiements opérés ainsi par des services improvisés, dans chaque Préfectures, ne devraient pas être faits avec assez de régularité. Il était difficile, en effet, de surveiller convenablement et d'examiner la condition juridique de centaines de milliers de sinistrés, établis aux quatre coins de la France. Les Préfectures assaillies par des Demandes de tous genres, des sollicitations de toutes sortes, voulaient cependant donner une impulsion vigoureuse à l'œuvre de restauration. D'ailleurs des Circulaires et des Instructions nombreuses vinrent recommander aux Régisseurs et aux comptables d'éviter tous les modes de paiement (aux incapables et particulièrement aux femmes mariées) sous forme de chèque à vue, ou autres titres transmissibles par endossement. (1). Quoiqu'il en soit, malgré ces précautions, et pour éviter toutes complications, nous sommes partisans de laisser aux Préfectures le seul rôle d'ORDONNATEURS et de CONTROLEURS, mais non de PAYEURS. Nous devons ajouter tout de suite que les réformes actuelles

(1) Les femmes autorisées, les tuteurs ou curateurs pourront recevoir les fonds en question.

Evidemment les régisseurs et comptables doivent faire toute diligence pour l'établissement des titres de paiement, c'est ainsi qu'ils engageraient leur responsabilité s'ils émettaient des *Chèques* au nom de femmes mariées, de mineurs, ou d'autres incapables, en dehors de l'intervention du mari et du tuteur. Ils peuvent d'ailleurs éviter cet inconvénient en délivrant au lieu de chèques, des Mandats de Trésorerie non endossables.

sont faites dans cet esprit et nous le constatons avec plaisir.

Confions donc au Crédit National le soin de faire seul tous les paiements, suivant les procédés employés déjà par les Sociétés de Crédit et les Compagnies d'Assurances. Le principe du « *Paiement valable* » repose sur cette règle : Le Paiement peut être fait : a) Au Créancier capable ou autorisé ; b) Au Représentant du Créancier ; c) Au Créancier du Créancier (en cas de saisie-arrêt). (1).

Le Crédit National sait quels sont les créanciers, puisque, comme nous l'avons vu, les Titres de Créances indiquent leurs : nom, prénoms et domicile. Il doit pouvoir connaître aussi quels sont les *Représentants légaux ou judiciaires*. Pour cela, toutes pièces utiles peuvent être demandées, suivant les pratiques usuelles du droit commun (procurations, délibérations du Conseil de Famille, etc.). Connaissant les Représentants légaux ou judiciaires, le rôle de l'Etablissement est tout indiqué : Il n'a qu'à faire la remise matérielle des espèces et à exiger des quittances ordinaires. En cas d'opposition par saisie-arrêt, il devra suivre la procédure prévue par le Code de Procédure Civile (art. 1.242). Evidemment, dans ce cas, il lui est interdit de payer entre les mains du saisi, au préjudice de l'opposant, autrement le *Paiement* serait réputé non avenu à l'égard de ce dernier qui, en outre, pourrait forcer le Crédit National (l'Etat), à payer une seconde fois entre ses mains. Naturellement, l'Etat, qui aurait payé deux fois, aurait un recours contre le créancier saisi, pour tout ce qu'il aurait versé en trop. « En effet, quand il a payé le créancier saisissant, il a libéré le saisi dans une certaine mesure ; c'est donc ce dernier qui se trouve enrichi par le second

(1) Cf. *Traité élémentaire de Droit Civil* M. le Pr. Planiol, huitième édition 1921 410.

paiement qu'a fait son débiteur, et c'est contre lui que doit être exercée l'action en répétition. » (1).

Il importe, comme on le voit, de payer au seul propriétaire du Titre ou à son Représentant. Jusqu'ici, nous ne trouvons pas de difficultés insurmontables. Mais, en est-il toujours ainsi ?

Certainement non, car des complications surgiront lorsqu'il s'agira de payer les FEMMES MARIEES. Cependant, à ce sujet, l'on nous objectera, sans doute, là règle claire établie par l'article 25 : « La constatation par la juridiction saisie, de l'impossibilité, ou du refus du mari d'assister sa femme, même dotale ou commune en biens, suffira à habiliter celle-ci pour tous les actes de procédure et pour l'exécution des décisions rendues. » Faut-il en conclure que cette règle donne toute latitude à la femme pour recevoir tout versement d'espèces, en un mot, faut-il voir dans cet article la *Suppression de la Grande Règle* posée par l'article 217 du Code Civil : « La femme, même non commune ou séparée de biens, ne peut donner, aliéner, hypothéquer, acquérir à titre gratuit ou onéreux, sans le concours de son mari dans l'acte, ou son consentement par écrit. » Nous ne le croyons pas. Au contraire, nous pensons que pour tous les paiements, la femme doit être munie d'une procuration du mari, l'autorisant à cet effet. Le Crédit National exigera cette autorisation.

Mais, d'autres difficultés peuvent se présenter. Par exemple, au cas où une femme, *séparée de fait de son mari*, demandera des avances pour la reconstitution de son mobilier : Elle le pourra cependant, puisqu'en vertu de l'article 219 du Code Civil, elle est en mesure de passer outre à l'autorisation maritale en obtenant celle de la justice. Encore faut-il que les biens pour

(1) Cf Planiol déjà cité n° 460 (Traité élémentaire Droit Civil Tome deux 8^e édition.)

lesquels elle réclame, lui soient propres, car pour les biens communs, le mari reste maître et seigneur.

Autre exemple : Une femme en instance de divorce peut-elle demander et obtenir des avances sur les biens qui lui reviendront, lors du partage de la communauté ? Oui mais, elle devra attendre, croyons-nous, la liquidation de cette communauté. Pour sauvegarder ses droits, elle pourra d'ailleurs parfaitement faire opposition sur les indemnités totales.

Eludions maintenant, le paiement particulièrement délicat des biens régis par un *Contrat de Mariage*. Sans doute, l'Etablissement payeur exige t-il le dépôt du Contrat lui-même, ce qui permet de déterminer les droits des époux et le régime des biens en général ; mais il ne nous faut pas oublier que la restauration est dominée par le texte de l'Article 25 : « Les modalités de remploi devront respecter les droits de jouissance du mari tels qu'ils résultent du régime matrimonial. » Il appartient aux Préfectures de déterminer, lorsque les époux leur auront fait connaître leur PLAN et leurs décisions, d'examiner, si elles sont en concordance avec les dispositions du Contrat de Mariage. Nous avons déjà parlé de la méthode qu'il fallait suivre à ce sujet qui est basée à la fois sur les volontés du Législateur ennemi du Remploi obligatoire, et sur le caractère *Mobilier* du Droit de Créance. Mais cette liberté accordée dans la fixation du mode de réparation, doit être accompagnée de *sérieuses mesures de contrôle et de surveillance*. Les paiements doivent suivre leur *destination vraie*. Aussi, sommes-nous partisans de l'intervention d'un Notaire vérificateur.

Une comparaison a été faite, qui est très intéressante, entre l'immeuble détruit par la guerre et celui détruit par l'incendie, et il était naturel que l'on cherchât à mettre en relief les mesures prises par les Compagnies d'Assurances en cette circonstance. Lorsque l'immeuble détruit par le feu est un propre de la femme sous le

régime dotal, les solutions varient, en principe suivant l'importance des dégâts. S'ils sont de peu d'importance, le paiement de l'indemnité n'a lieu qu'après l'exécution intégrale des réparations. Si, par contre, ils sont assez importants pour avoir détruit une partie de l'immeuble, les Compagnies laissent aux intéressés le choix entre trois solutions : 1^o Si l'assuré n'est pas pressé de toucher son indemnité, et s'il veut éviter toute formalité, elles lui offrent de ne payer l'indemnité qu'après reconstruction intégrale de l'immeuble sinistré ; 2^o S'il veut toucher l'indemnité immédiatement, elles établissent la quittance au nom de la femme avec l'autorisation maritale. A cette quittance intervient le Notaire des conjoints, qui prend l'engagement de surveiller le emploi et de rapporter la justification de son exécution dans un délai qui peut varier de six mois à un an. Le paiement de l'indemnité est alors effectuée en l'Etude du Notaire ; 3^o Si les Assurés ou leur Notaire refusent de se conformer à ces formalités, elles n'effectuent le paiement qu'entre les mains d'un Notaire et contre quittance notariée. Dans cette quittance, le Notaire dégage naturellement les Compagnies de toute obligation relative à la surveillance du emploi. (1).

Par conséquent — et c'est le point important à noter — est admise dans la pratique la nécessité de laisser à un Notaire *le soin de surveiller le emploi*. Quoi de mieux, en effet, pour avoir la certitude que les indemnités ne seront pas détournées de leur destination ? Quoi de plus simple ? Nous demandons l'adoption de cette excellente pratique : *La désignation obligatoire d'un Officier Ministériel chargé de surveiller le emploi*. Suivant les choix adoptés par les époux, et leur accepta-

(1) Communication faite par le Service du Contentieux de la Compagnie d'« ASSURANCES GENERALES » de Paris à la suite de la demande que nous avons faite. Nous adressons nos remerciements à M. le Directeur et M. le Chef du Contentieux.

tion par les Préfectures, les indemnités seront reçues par le Notaire et affectées par lui au paiement des entrepreneurs ou des coopératives, en cas de emploi ; au paiement des objets mobiliers en cas de reconstitution ou réinvestissement, avec *constatation authentique des objets achetés*. La femme, une fois la restauration effectuée, aura toujours à sa disposition les garanties du droit commun pour la protéger contre la mauvaise gestion par son mari, de ses nouveaux biens dotaux. (Notamment par l'art. 1.562 du Code, qui l'autorise à poursuivre la séparation de biens, si sa dot est en péril).

Par le jeu et la mise en pratique de ces divers moyens, régularité des Titres suivant les justifications produites devant les Commissions d'évaluation et les Tribunaux, unification des Services chargés des Paiements, adoption des règles usuelles de Paiement, organisation d'un Service Spécial de Contrôle, nous aurons tout de même quelque chance de faire des paiements réguliers et libérateurs. Mais, à ce droit déterminateur, il y a lieu d'ajouter *un texte sanctionnateur*, destiné à punir les contrevenants et, en leur rappelant les peines auxquelles ils s'exposent, à les prévenir de commettre des infractions. L'article 53 de la loi du 17 Avril 1919, prévoit déjà que « peut être déchu à tout moment, en totalité ou en partie, du droit à indemnité, l'attributaire qui aura fait de l'indemnité un usage contraire aux conditions de emploi auxquelles elle est subordonnée ». En outre, la répétition des sommes indûment payées, sera poursuivie, et c'est toute justice.

Nous persistons à penser que toutes les difficultés, en définitive, peuvent être atténuées et réduites à peu de choses par l'application des moyens précédents, simples et clairs. Si complexes soient-elles, les modalités de paiement doivent être résolues par l'application judicieuse et consciencieuse des règles pratiques employées avec succès dans les Etablissements privés, depuis près d'un siècle.

CONCLUSIONS

La Réparation des dommages de Guerre est une œuvre considérable. Le Problème, sous tous ses aspects, politique, économique, financier, juridique est vaste et difficile. Les mesures prises pour le résoudre ne sont pas parfaites, loin de là : l'avenir le prouvera. Néanmoins il serait injuste de ne pas rendre hommage au Parlement et aux Gouvernements successifs qui se sont efforcés de faire renaître de leurs ruines les régions saccagées par le vandalisme de nos ennemis.

Au point de vue juridique, le législateur, c'est vrai, s'est efforcé d'atténuer le mieux possible les inévitables difficultés qui devaient fatalement résulter de la lutte des intérêts particuliers. Il a compris qu'il serait utile d'harmoniser le plus possible les nouvelles lois avec le Droit commun, fruit de l'expérience des siècles, et il a bien fait. Partout, en effet, où sous prétexte d'innover elles s'en éloignent, elles nous apparaissent moins parfaites, plus difficilement applicables. Partout, au contraire où elles le complètent et le renforcent, leur action bienfaisante se fait sentir. Spécialement en ce qui concerne les Incapables les difficultés devaient s'accumuler comme à plaisir, à tel point que d'éminents Administrateurs, préoccupés des conséquences de l'application actuelle de la loi, seraient enclins à préconiser de nouvelles interventions législatives. Cependant, au cours de notre étude, nous avons essayé de démontrer que

l'application des textes actuels, était suffisante, conciliable avec l'esprit et la lettre du Code Civil, et nous nous sommes attachés même à prouver que l'intransigeance absolue en matière de gestion des biens des Incapables irait souvent à l'encontre du but généreux qu'elle se propose d'atteindre.

Il ne faut pas oublier, en effet, qu'en dehors de la réalité juridique, abstraite, des textes, existe une réalité humaine, vivante, concrète dont il faut tenir compte et l'idéal consiste à rapprocher ces deux réalités. Dans la vie courante la personne qui affirme ne jamais transiger n'est certainement pas dans de bonnes dispositions pour réussir.

Mais une raison plus grave nous pousse à rejeter toute intervention législative nouvelle en cette matière.

Elle s'appuie sur un texte important du Code Civil qu'il serait bon de relire souvent, celui de l'article deuxième ainsi conçu. « La loi ne dispose que pour l'avenir ; elle n'a point d'effet rétroactif ».

Il est toujours dangereux, du point de vue de la plus stricte justice, au cours de l'application d'une loi d'en changer les dispositions. En effet, si l'effet rétroactif est écarté, les résultats seront tels qu'ils créeront deux catégories de personnes, celles qui seront soumises au texte nouveau et les autres, les unes privilégiées, les autres lésées. Supposons, par exemple qu'à la suite d'un recours exercé contre telle décision d'un Tribunal des Dommages de Guerre, la Commission Supérieure décide de l'annuler et fixe l'interprétation de la loi dans un sens plus libéral que celui admis jusque là par les Tribunaux. Ce serait très juste. Mais il n'en reste pas moins vrai que les sinistrés dont les prétentions sont fixées, ne pourraient pas revenir sur l'interprétation ancienne dont ils auraient à subir l'irrévocable préjudice.

Si d'autre part nous admettions l'effet rétroactif des textes nouveaux, nous troublerions l'ordre établi.

L'accumulation de lois et de circulaires en sens divers, doit, à notre avis, être évitée à tout prix.

Par conséquent ce n'est pas au moment où la liquidation des dommages de guerre est fort avancée, qu'il serait opportun de bouleverser, pour l'avenir les dispositions des lois existantes. L'instrument est forgé, il doit servir et servir jusqu'au bout. Que des perfectionnements soient apportées dans les moyens techniques de contrôle, de paiement, de justification ; que des enquêtes même soient ouvertes, destinées à faire la lumière désirable sur les points obscurs de l'œuvre des réparations rien de mieux certes et de plus justifiable.

Mais il serait profondément injuste, sous quelque prétexte que ce soit, de toucher au fond même de la loi dont le préambule seul indique qu'elle doit être sacré « La République proclame l'égalité et la Solidarité de tous les Français devant les charges de la Guerre ».

FIN

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	Pages	7
--------------------	-------	---

CHAPITRE PREMIER

<i>Constatation et évaluation des Dommages de Guerre des Incapables</i>	11
A. — Le Problème devant le Législateur. — Les Garanties essentielles du Droit Commun	16
B. — Mesures spéciales prises en faveur des Incapables :	
1. Garanties accordées à toutes les catégories d'Incapables. — Homologation du Tribunal des Dommages de Guerre. — Loi du 12 Avril 1922. — Jurisprudence	16
2. Garanties prises en particulier pour chaque catégorie d'Incapables :	
Mineurs en Tutelle. — Mineurs Emancipés. — Interdits. — Femmes Mariées. — Mineurs sous la Tutelle légale. — Aliénés. — Absents	24

CHAPITRE II

<i>Du choix d'un mode de réparation et de paiement et du droit de disposer des créances</i> ..	40
Section A. — Le Choix du Mode de Réparation. — Acte de Disposition. — Responsabilité de l'Etat et des Représentants des Incapables. — Mesures de Protection	41

Section B. — Le Choix du Mode de Payement. Acte de Disposition. — Lois du 23 Juillet 1921, du 31 Juillet 1920 et du 15 Août 1920, réglementant la Conversion des Créances en Titres de Rente, le paiement par annuités, et les Coopératives	51
Section C. — Droit de Cession des Créances. — Sauvegarde des Intérêts du Cédant (Art. 49 et Loi du 30 Avril 1921); des créanciers (Art. 10), des intérêts économiques des régions (Loi du 19 Juillet 1922). — Caractère du Droit de Réparation	59
Section D. — Difficultés résultant des Régimes Matrimoniaux régissant les Biens des Femmes Mariées. — Raisons de ces difficultés. — Exem- ples. — Moyens d'y remédier	67

CHAPITRE III

<i>Du Paiement de l'indemnité à l'Incapable, des difficultés qui s'y rattachent, et des moyens rationnels de les aplanir</i>	81
--	----

Section 1. — Le Paiement des Indemnités. — Différents modes. — Paiements en espèces. — Titres de Rente (Loi du 23 Juillet 1921). — Paiement en nature (Art. 46). — Bons de Cession. — Prestations en nature (Instruction du 31 Juillet 1922). — Compensation (Art. 46)	82
---	----

Section 2. — Méthode à suivre pour en assurer la Régularité. — Mentions des Titres. — Unité d'Etablissement payeur. — Pratique usuelle des Banques. — Cas concrets. — Intervention d'un Officier ministériel chargé de surveiller le emploi. — Sanctions en cas d'infraction	92
---	----

CONCLUSIONS. — Difficultés graves qui résulte- raient de nouvelles interventions législatives. — La loi ne dispose que pour l'avenir	103
--	-----

